

COMMISSION des Douanes et des Conventions  
commerciales.

(ANNÉE 1921)

*Président :*

M. MOREL (Jean).

*Vice-Présidents :*

MM. MASCURAUD, TOURON.

*Secrétaires :*

MM. EUGÈNE CHANAL, DONON.

*Membres :*

MM.  
BABIN-CHEVAYE.  
BACHELET.  
BOMPARD.  
BOUCTOT.  
BUHAN.  
CADILHON.  
CHARPENTIER.  
CODET (Pierre).  
COURRÉGELONGUE.  
DAMECOUR.  
DAVID (Louis).  
DELAHAYE (Dominique).  
DUBOIS (Gustave).  
ERMANT.  
GALLET.  
GÉRARD (Albert).

MM.  
GOUGE (René).  
JAPY.  
LEDERLIN.  
MAURICE GUESNIER.  
MENIER (Gaston).  
MONFEUILLART.  
MONY.  
NOEL.  
PICHERY.  
Lieutenant-Colonel PICHON.  
POTIÉ.  
QUESNEL.  
ROLAND (Léon).  
SCHEURER.  
SERRE.





1

Séance du mardi 15 février 1921

---

La Commission des Douanes et Conventions commerciales, nommée le 10 février, s'est réunie à 14 h. 30.

Sont présents : MM. Jean Morel, Bachelet, Babini-Cheraye, Bonetot, Buhan, Codet, Courrigelouque, Damecourt, Louis David, Dominique Delahaye, Gustave Denis, Donon, Ernaud, Eugène Chaval, Fougère, Japy, Mascuraud, Maurice Juesmer, Monfeyllart, Noël, L<sup>c</sup> Plichon, Toltier, Quenel, Roland, Scheurer, Serre, Touron.

M. Gustave Denis, d'âge, préside, assisté de M. Donon, secrétaire d'âge.

A l'unanimité, M. Jean Morel est élu président, par acclamations.

La Commission décide de passer outre aux dispositions de l'article 23 du nouveau règlement du Sénat, concernant le nombre des vice-présidents et des secrétaires.

Sont élus : Vice-présidents : MM. Mascuraud, Touron, Noël et L<sup>c</sup> Plichon.

Sont élus secrétaires : MM. Louis Quenel, Chaval, Donon, Louis David.

M. Jean Morel remplace M. G. Denis au fauteuil présidentiel et prononce l'allocution suivante :



M. le Président

" La tâche qui s'impose à notre Commission est délicate et difficile. Elle sera laborieuse. Mais nous l'entreprendrons et nous la poursuivrons avec fermeté et la volonté d'aboutir à des résultats fructueux.

Nous devons, d'abord, porter notre attention sur la crise profonde et grave qui sévit en ce moment sur le monde entier et n'épargne pas notre pays. Cette crise a des causes multiples et complexes. L'extension progressive du chômage industriel, n'est pas la moins redoutable de ses conséquences.

Nous aurons à rechercher si, dans le domaine ouvert à notre initiative, nous ne pourrions pas contribuer à l'enrayer ou, tout au moins, à en atténuer les effets pernicioeux par des mesures efficientes et opportunes.

Cette crise est d'autant plus dangereuse qu'elle est survenue au moment où la production nationale se multipliait en efforts courageux pour activer la reconstitution économique de la France.

Nous pensons toujours que l'élément essentiel de notre relèvement économique et financier est, aujourd'hui plus que jamais, le travail persévérant, intensifié, tenace. Si nous <sup>nous</sup> ~~ne~~ <sup>ne</sup> nous n'habitions pas de produire tout ce qui est nécessaire à nos besoins nationaux, si nous n'assurons pas le fonctionnement régulier de nos usines, de nos manufactures, de nos ateliers, c'est la fabrication et l'importation étrangères, qui profitant de cette occa-



3  
sion propice, envahiront notre marché au détriment des  
ouvriers et des producteurs français.

Déjà on nous signale, avec une légitime inquiétude, les progrès importants constatés, en cette matière, depuis quelques mois. Quelques chiffres fixeront vos idées à cet égard.

L'importation comparée de certains articles de grande fabrication, au cours des neuf premiers mois de l'année 1913 et de l'année 1920, font apparaître la statistique suivante :

Importation au Commerce spécial  
les neuf premiers mois de :

	1913		1920
	--		--
Fils de lin simples, écrus.	2.916 quint.		47.769 quint.
Fils de coton simples	.....14.115 -		77.104 -
Broderie mécanique	..... 1.979 -		168.214 -
Ciment, prise lente	.....26.237 tonnes		374.816 tonnes
Fonte hématite	.....260.372 quint.		895.919 quint.
Poutrelles	.....148.988 -		3.002.659 -
Verre à vitres	..... 50.897 -		341.695 -
Bouteilles et fioles	..... 24.927 -		311.270 -

Cette fâcheuse situation réclame l'emploi urgent de moyens appropriés aux nécessités de l'heure présente.

L'équilibre économique est profondément troublé par le désaxement général des conditions de la production. L'influence du change sur la valeur des matières premières, que nous sommes obligés de faire venir de l'étranger, le prix élevé du charbon, le coût de la main-d'œuvre, d'autres causes encore nous placent en état d'infériorité notable, dans les conditions et dans le prix de revient de nos fabrications.

Nos tarifs douaniers, qui ont le caractère de tarifs compensateurs, sont impuissants, malgré les faibles majorations apportées à certains d'entre eux, à maintenir le niveau de protection minima réalisée par les lois de 1892 et de 1910. - Telles sont les doléances



4  
d'un certain nombre de branches de notre activité nationale.

Il faut aviser au plus tôt pour éviter le péril qui nous menace. Il faut adapter ces tarifs aux conditions actuelles et mouvantes de la concurrence internationale. Il faut réaliser la péréquation voulue par nos prédécesseurs et donner à l'Industrie française, selon une formule déjà ancienne, mais toujours exacte, la possibilité de lutter à armes égales avec la concurrence étrangère.

Nous allons, d'ailleurs, entrer efficacement dans cette voie féconde, sans dommage pour nos exportations ; par la conclusion prochaine de Conventions commerciales justes et équitables pour tous les contractants.

Déjà, le Gouvernement a soumis à l'examen du Parlement, un arrangement récemment intervenu avec la République Tchéco-Slovaque. La Commission des Douanes de la Chambre des Députés, lui consacre sa vigilante attention. Nous serons appelés à notre tour à formuler notre avis sur cet acte international.

Il se présentera à nous comme un spécimen précieux comme un contrat-type, dans lequel apparaîtront, et seront précisées, à nos regards, les clauses générales qui devront présider à tous nos accords futurs du même genre. Nous l'apprécierons et nous le jugerons en toute impartialité, en toute indépendance, avec le plus vif désir de concilier équitablement les grands intérêts en cause.

Notre rôle conciliateur sera facilité, d'ailleurs, par l'esprit éclairé et par les tendances qui se manifestent dans les sphères gouvernementales. M. le Ministre du Commerce, en effet, nous a informés, ces temps derniers, de son désir de consulter les Commissions des Douanes de la Chambre des Députés et du Sénat, et de



5

prendre leur avis, avant toute décision, dont il aurait à prendre l'initiative.

Nous préoccupant uniquement de l'intérêt général, nous apporterons au Gouvernement, la collaboration loyale et consciencieuse qu'il réclame. Notre droit de contrôle n'en éprouvera aucune contrainte ni aucun affaiblissement.

Nous accomplirons ainsi notre devoir sans faiblesse, sans parti pris et sans opinion préconçue. Nous nous maintiendrons rigoureusement sur le terrain des faits, nous les observerons attentivement et avec vigilance et nous recommanderons, pour parer à leurs conséquences nuisibles, les mesures indispensables et les solutions opportunes que l'expérience nous suggérera et que nos libres discussions, dégagées de tout souci de doctrine, mettront en pleine lumière.

Ainsi nous assurerons une aide et une protection efficace au travail national, en servant avec fidélité les intérêts supérieurs de notre Grande Patrie.

M. le Président annonce qu'il a reçu de M. le Ministre du Commerce une lettre en date du 3 janvier 1921, demandant à la Commission de vouloir bien émettre un avis au sujet de la réouverture du marché à terme des sucres.

M. Noël expose rapidement la question. Il dit que le Syndicat des fabricants de sucre de France, ainsi que



4  
les Chambres d'Agriculture, consultées sur cette question, sont entièrement favorables à cette mesure. Il cite des statistiques et fait remarquer que les oscillations considérables qui existent mensuellement sur le sucre brut seront stabilisées par le renouvellement du marché.

Après une discussion, à laquelle prennent part MM. Fohé, Dominique Delahaye, L<sup>e</sup> C<sup>t</sup> Pichon, Touron et Rouant, la Commission émet un avis favorable à la réouverture du marché à terme des sucres, en demandant toutefois au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour éviter les abus de la spéculation.

Une lettre en ce sens sera envoyée au Ministre du Commerce.

La séance est levée à 15h30

Le Président  
P. Morel



## Séance du mardi 22 février 1921

La séance est ouverte à 14h30, sous la présidence de M. Jean Morel.

Sont présents = Mm. Jean Morel, Mascaraud, Tourn, L<sup>e</sup> C<sup>e</sup>. Plichon, Louis Guemel, Chanal, Donn, Babri - Chevaye, Bachelet, Bimpart, Bouclot, Buhon, CadChon, Darnecour, Dominique Delahaye, Ernaut, Jonge, Japy, Lederlin, Maunne Guernier, Gaston Memei, Monfemhart, Louis Roland, Scheurer, Serre -

Excusé : M. Noël -

M. le Président adresse les félicitations de la Commission à M. Fernand Amy, secrétaire-adjoint, à qui le Ministre du Commerce a décerné, sur la proposition qu'en avait faite M. Viger, la croix de chevalier de la Légion d'honneur. Il exprime le regret que sa situation de chef-adjoint au Sénat ne permette plus à M. Amy de continuer ses fonctions à la Commission, pour laquelle il a été, dit-il, un collaborateur ponctuel, zélé, dévoué - (Applaudissements) -

On passe ensuite à l'ordre du jour -

### I. Nomination du rapporteur général.

Sur la proposition de M. le Président, la commission, à l'unanimité, nomme à nouveau M. Noël, rapporteur général



## II. Nomination des membres de la Délégation interparlementaire.

M. le Président rappelle que la Délégation interparlementaire des Commissions des Finances du Sénat et de la Chambre des Députés est composée de membres des deux commissions proportionnellement à l'importance numérique de chaque commission. Au moment où la Commission des Finances vient d'être renouvelée, il y aura lieu de renouveler aussi, en ce qui la concerne, cette Délégation.

MM. Jean Morel, Noël, Bouron, Scheurer et L<sup>c</sup> C<sup>el</sup> Plichon, membres sortants, sont réélus.

M. Bonctot est élu, en remplacement de M. Fernand David, qui ne fait plus partie de la Commission.

## III. Désignation de trois rapporteurs spéciaux.

M. le Président rappelle que pour appliquer le principe de la Division du Travail la Commission a divisé le Tarif Financier en tranches distinctes. 14 rapporteurs ont été nommés, chacun étant chargé d'une section.

Ces rapporteurs sont : M. M.

Noël : Industrie de la soie — Industrie du papier.

Quenel : Animaux vivants, produits et dérivés d'animaux, Fourrages alimentaires, graines à ensenement, etc.

Bouron : Pêches, éponges, produits et dérivés divers : légumes, tourteaux, épices préparés, etc.

Bourmont : Marches, pierres, matériaux, poteries, charbons agglomérés, verres et cristaux.

Plichon : Métaux, ouvrages en métaux, armes et munitions.

Chanal : Produits chimiques, matières colorantes,



Arbustes préparés, parfumerie, engrais chimiques, etc.  
Bonctot = Industrie du coton - Autres industries textiles  
 (sauf laine et soie) -

Gourm = Industrie de la laine.

Buhan = Industrie du bois

Mascuraud = ouvrages en matières diverses : plumes, <sup>corail</sup> matières  
 - dures à tailler, feutés, chapeaux, tableterie, broserie,  
 bimbloterie, corsets, ouvrages de modes, fleurs  
 artificielles, parapluies.

Maurice Guesnier = ouvrages en caoutchouc et en  
 gutta-percha.

En outre, M. Laffere avait reçu les boissons et denrées  
 coloniales de consommation,

M. Ternaud David l'industrie du cuir;

M. Ternaud Merlin les sucs d'espèce particulière,  
 médicaments, instruments et appareils scientifiques,  
 instruments de musique -

Il y a lieu de procéder au remplacement de ces trois  
 rapporteurs spéciaux, qui ne font plus partie de  
 la commission.

M. Cadilhac est nommé en remplacement de M.  
 Ternaud David (industrie du cuir).

M. Terre est nommé en remplacement de M. Laffere  
 (boissons et denrées coloniales de consommation).

M. Gongé est nommé en remplacement de M. Tern.  
 Merlin (sucres, etc.)



#### IV. Organisation intérieure.

M. le Président annonce que M. le Président du Sénat a convoqué tous les présidents de commissions et leur a exposé qu'il était préférable de procéder d'une façon uniforme en ce qui concerne le nombre des vice-présidents et secrétaires des commissions, nombre fixé par l'article 23 à deux vice-présidents et deux secrétaires. M. le Président donne lecture de la lettre adressée à ce sujet par M. le<sup>r</sup> Bourgeois aux présidents de commission.

M. le Président propose pour déférer à ce désir, tout en ayant une organisation intérieure conforme aux aspirations de la Commission, de procéder de la façon suivante, au sujet de laquelle l'accord est complet avec M. le Président du Sénat :

La Commission créerait dans son sein deux sous-commissions :  
1<sup>o</sup> sous-commission des tarifs douaniers  
2<sup>o</sup> " " " conventions commerciales

Chacune de ces sous-commissions aurait un président et un secrétaire, dont les fonctions seraient d'importance importantes. La Commission plénière aurait, conformément à l'article 23, deux vice-présidents et deux secrétaires.

Répondant à des observations de MM. le L<sup>c</sup> Plichon, Lerre, Longe, M. le Président précise que les sous-commissions auront pour rôle d'étudier les questions, les décisions devant être prises en réunion plénière.

La Commission se rallie à cette proposition.



Sont nommés :

Président de la sous-commission des Tarifs Sonariens : M. L<sup>c</sup> E. Plichon  
 " " " " conventions : M. Noël

Secrétaire de la s/commission des Tarifs Sonariens : M. Gueshel  
 " " " " conventions : M. Louis David

Le bureau de la Commission plénière est définitivement composé de la façon suivante :

Président, M. Jean Morel  
 Vice-présidents, MM. Mascaraud et Touron  
 Secrétares, MM. Eugène Chanal et Donon.  
 Rapporteur général, M. Noël

( La séance est suspendue pendant dix minutes pour permettre aux membres de la Commission de prendre part à un scrutin ).

## V. - Communication d'une demande d'avis de M. le Ministre du Commerce.

M. le Président donne lecture d'une lettre de M. le Ministre du Commerce, ainsi conçue :

- « J'ai l'honneur de vous adresser sous ce pli une note exposant les diverses mesures qui pourraient être prises :
- 1<sup>o</sup> pour rétablir le quantum de protection Sonarienne dont nos industries bénéficiaient en vertu du tarif de 1910 ;
  - 2<sup>o</sup> pour abréger, sans la mesure du possible, les délais que nécessite, avec la procédure actuellement suivie, cette remise au profit du tarif des Sonariens ;
  - 3<sup>o</sup> pour parer aux conditions difficiles que crée, à certains



2  
de nos industries, la concurrence des pays à change  
avarié.

Avant de proposer au Conseil des ministres et de  
réaliser par voie de décret les mesures à prendre dans  
ces divers ordres d'idées, je désirerais vivement connaître  
l'avis de la Commission des Douanes du Serat sur  
les solutions proposées..... "

M. le Président donne ensuite lecture de la note jointe.  
Cette note commence par rappeler que « les difficultés  
nombreuses qui ont actuellement à surmonter nos industries  
nationales du fait de la concurrence étrangère et du  
ralentissement des transactions provoquent de fréquents  
demandes de relèvement des droits de douane. Le  
gouvernement, comme l'y autorise la loi du 31 décembre  
1920, s'est appliqué à rendre aux industries nationales  
par voie de coefficients de majoration la protection  
dont elles jouissaient d'après le tarif de 1910. Mais  
la commission ~~de~~ interministérielle des coefficients de  
majoration ne pouvant examiner chaque semaine  
plus de 15 à 20 dossiers aurait besoin d'un délai de  
7 à 8 mois pour l'examen des dossiers en instance, à  
supposer qu'il ne soit pas déposé de nouvelles demandes.  
Pour remédier à cette situation, diverses mesures  
ont été envisagées :

- a) substitution momentanée de droits ad valorem  
aux droits spécifiques.
- b) paiement en or des droits de douane
- c) établissement d'une surtaxe compensatoire de  
l'écart des changes.

Après avoir écarté les deux premières formules, la  
note retient la dernière, comme étant la plus  
simple et la plus rapidement réalisable.



Elle propose, en conclusion, la solution suivante :

1<sup>re</sup>) augmenter immédiatement l'écart entre le tarif général et le tarif minimum de manière que les droits du tarif général jouent désormais comme droits protecteurs et comme taxe compensatrice de l'écart des changes.

2<sup>e</sup>) poursuivre avec toute l'activité possible l'examen des demandes tendant à l'établissement de nouveaux coefficients de manière à réaliser progressivement la péréquation envisagée par la loi du 6 mai 1916.

Après un court débat, auquel prennent part M. le Président, M. Plichon, Touron, Buhan et Bonetot et sur la proposition de M. Touron, la commission décide d'examiner immédiatement la question et de confier ensuite au Président la mission de faire connaître au Ministre la solution à laquelle elle se sera arrêtée.

M. le Président, pour éclairer la discussion, donne lecture de la lettre, en date du 17 février, par laquelle le président de la Commission des Douanes de la Chambre, M. Han<sup>do</sup>, a exprimé au Ministre l'avis de cette commission.

La Commission des Douanes de la Chambre insiste, en premier lieu, sur la nécessité de prendre des mesures rapides. La première de ces mesures devrait être le rétablissement du pourcentage de protection dont bénéficiaient avant la guerre les produits manufacturés par l'adjonction de coefficients de majoration aux droits spécifiques. La péréquation générale des droits du tarif pourrait être terminée dans le délai d'un mois si l'on prenait pour base, sans autres



14  
enquêtes, d'une part le travail que la Commission a établi en juin 1920, d'autre part les valeurs officielles de 1919. Seuls quelques articles et notamment les denrées d'alimentation, seraient temporairement exclues de cette mesure générale. Bien entendu, les droits ad valorem seraient maintenus, là où ils existent déjà. Et, pour ne pas faire apparaître des coefficients trop élevés, une taxe ad valorem serait substituée provisoirement au droit spécifique, chaque fois que le coefficient est susceptible de dépasser le chiffre 12. Mais, à l'exception de ces cas spéciaux, la Commission de la Chambre a résolument rejeté la substitution de droits ad valorem aux droits spécifiques.

En second lieu, la Commission demande l'élévation immédiate du tarif général à 300%, simultanément avec la péréquation des droits.

Si des insuffisances ou des exagérations sont commises, la Commission interministérielle des coefficients pourra, à l'avis, sous le contrôle des commissions parlementaires, rectifier les erreurs.

La Commission n'a pas cru devoir s'engager dans la voie du paiement en or des droits de douane, mais elle se réserve d'examiner s'il n'y aurait pas lieu d'introduire dans l'allocation douanière, à titre permanent, une disposition prévoyant l'établissement d'une surtaxe compensatrice des charges.

M. le L<sup>c</sup> C<sup>t</sup> Plichon ~~répond~~ résume que la Commission des Douanes de la Chambre insiste sur la nécessité d'agir rapidement. Il s'agit, en effet, de remédier sans tarder à une situation très grave. Comme la Commission de la Chambre, M. Plichon est d'avis qu'il faut majorer les droits, de coefficients adéquats à la majoration des valeurs. La Commission interministérielle des coefficients pourra être maintenue, mais son rôle, purement mécanique, devra se borner à des comparaisons de chiffres entre ceux de 1913 et ceux de 1920. D'autre part, M. Plichon, reprenant également le paiement des droits de douane en or, approuve, en vue de



15

protéger notre industrie contre les importations des pays à change avarié, le relèvement par décrets de notre tarif général, à l'exception de certains produits, notamment de produits alimentaires comme le blé.

M. Japy fait remarquer que, si les produits czechoslovaques sont soumis au tarif général, les Tchécoslovaques, qui ont également un change avarié, bénéficient pour certains articles du tarif minimum.

MM. Glichon et Touron précisent qu'ils subront sur ces articles l'effet des coefficients de majoration. Ince qui concerne les autres produits, pour lesquels joue l'écart entre le tarif général et le tarif minimum, comme le relèvement du tarif général de 300% augmentera cet écart, le système proposé protégera encore la fabrication française.

M. le Président expose dans les grandes lignes la réponse qu'il propose d'adresser au ministre:

1° la procédure envisagée est trop longue. Il convient d'agir tout de suite.

2° il y a lieu d'établir des coefficients de majoration appliqués, comme par le passé, aux tarifs spécifiques.

M. le Président consulte la Commission sur le point de savoir si l'on doit tenir compte de l'écart entre les prix de 1913 et ceux de 1920 ou ceux de 1921. Il fait observer que les prix de 1920, qui d'ailleurs ne seront officiellement établis qu'en octobre, ne correspondent plus aux conditions actuelles.

M. Lerre dit qu'en 1921 les transactions sont nulles.

M. le Président cherchera une formule qui tienne compte de ces objections.

Pour donner satisfaction à une observation de M. Japy, M. le Président propose d'accepter pour certains articles



spéciaux l'instruction de droits ad valorem. Du reste, il ne sera pas touché aux droits ad valorem actuellement établis. Mais il ne faut pas généraliser, parce que ce serait modifier l'assiette de nos droits de douane.

3<sup>e</sup> En ce qui concerne les pays à charge dépréciée, M. le Président vit la même solution sans la surélévation du taux du tarif général et propose d'accepter le chiffre de la Chambre, 300%.

Cependant, il n'y a pas que l'Allemagne parmi les pays soumis au tarif général. Il y a eu partie les Etats-Unis, avec lesquels des arrangements ont été conclus. Ils payent sur une cinquantaine d'articles le tarif minimum, sur certains l'ancien tarif général antérieur à 1910, sur les autres le tarif de 1910. On ne touchera pas les Etats-Unis pour les articles réservés, mais on la touchera pour les autres.

M. Tourn rassure M. Maurice Guesnier et les représentants des départements agricoles: les solutions envisagées n'engagent en rien l'agriculture.

La commission, à l'unanimité, s'en remet à son président pour l'avis au ministre sans le sens qu'il a indiqué.

## II. - Communications diverses.

M. le Président annonce qu'il a reçu des protestations assez nombreuses contre certaines dispositions de la Convention entre la France et la Tchécoslovaquie, actuellement soumise à l'approbation de la Chambre.

La commission procédera à un échange d'idées sur cette question au cours de sa prochaine réunion.



Il est décidé à ce sujet que la commission se réunira en principe le mardi.

La commission approuve enfin la proposition desm président d'entendre le mardi qui suivra sa prochaine réunion. M le ministre de l'agriculture au sujet des droits desortie appliqués aux animaux des espèces chevaline, asme et mulassone.

La séance est levée à 15h. 30

Le Président

*J. Morel*

La communication suivante est faite à la Presse :

La Commission des douanes et conventions commerciales du Sénat s'est réunie sous la présidence de M. Jean Morel.

Conformément aux dispositions de l'article 23 du nouveau règlement, elle a constitué définitivement son bureau de la manière suivante : Président, M. Jean Morel; vice-présidents, MM. Mascaraud et Touron; secrétaires, MM. Chanalet et Donon.

Puis elle a procédé à l'organisation de son travail intérieur. Elle a décidé de constituer deux sous-commissions, chargées, l'une de l'examen des tarifs douaniers, l'autre de l'examen des conventions commerciales.

M. Pichon a été nommé président de la sous-commission des tarifs douaniers et M. Noël, président de la sous-commission des conventions commerciales. MM. Quesnel et Louis

David assisteront respectivement les présidents de ces sous-commissions en qualité de secrétaires.

La Commission plénière a ensuite désigné M. Noël comme rapporteur général.

Saisie par le ministre du Commerce d'une demande d'avis sur les mesures à prendre pour assurer la protection des industries françaises, la Commission a estimé qu'il y avait lieu de prendre ces mesures avec rapidité, en raison de l'insécurité dans laquelle se trouvent un grand nombre de produits de l'industrie nationale, par suite de la concurrence étrangère.

La commission a maintenu son opinion antérieure sur le jeu des coefficients de majoration et elle a indiqué les dispositions qu'il lui paraîtrait utile de prescrire pour atténuer les effets du change déprécié de certains Etats et assurer aux industries nationales une péréquation légitime des droits fixés par les tarifs.

en vigueur depuis la loi du 29 mars 1910.



## Séance du mardi 1<sup>er</sup> mars 1921

La séance est ouverte à 14h30 sous la présidence de M. Jean Morel

Sont présents : mm. Jean Morel, Mascureau, Gouron, Noël, Balm-Cheraye, Bachelet, Bonpart, Bouctot, Cadillon, Charpentier, Courrejélongue, Damecour, Louis David, Dominique Delahaye, Gallot, Albert Jéant, Japy, Maurice Juesmes, L<sup>c</sup> Olichon, Potie, Quesnel, Rolant, Scheurer, Serre.

Inscrit : M. Gouge.

### I. Réponse à la demande d'avis du Ministère du Commerce (Coefficient de moy.)

M. le Président donne lecture de la lettre qu'il a adressée, au nom de la Commission, à M. le Ministre du Commerce, conformément à la décision prise à la précédente réunion, en vue de protéger les industries nationales par le jeu des coefficients de majoration.

En voici le texte :

Paris, le 23 Février 1921

Monsieur le Ministre,

Vous avez bien voulu demander l'avis de la Commission des Douanes du Sénat, sur les diverses mesures qui pourraient être prises :

1° Pour rétablir le quantum de protection douanière dont nos Industries bénéficiaient en vertu du tarif de 1910 ;

2° Pour abréger dans la mesure du possible, les délais que nécessite, avec la procédure actuellement suivie, cette remise au point du tarif des Douanes ;

3° Pour parer aux conditions difficiles que crée, à certaines de nos Industries, la concurrence des Pays à change avarié.



19

Après avoir examiné les diverses propositions énoncées dans la Note qui accompagnait votre lettre, en date du 15 février, et après en avoir délibéré, la Commission a formulé l'avis suivant :

1° Quel que soit le mode de procédure mis en jeu, la Commission estime qu'il importe au plus haut point de prendre, dans le plus bref délai, les mesures que la situation actuelle de nos Industries nationales réclame d'extrême urgence pour sa défense dans la lutte ardente et inégale, qu'elle soutient contre la concurrence étrangère.

Elle pense donc que la méthode actuellement suivie par la Commission interministérielle des coefficients, par la lenteur de ses opérations, doit être temporairement abandonnée et qu'il est indispensable de lui substituer une autre procédure expéditive et pratique. " Il faut admettre, écrivez-vous, que cette Commission ne peut examiner chaque semaine plus de 15 à 20 dossiers, ce qui, en supposant que de nouvelles demandes ne soient pas déposées, nécessiterait un délai d'environ 7 à 8 mois pour l'examen des demandes en instance ". Ce n'est pas dans six mois ou dans huit mois qu'il faut apporter aux industries menacées, le remède salutaire qu'elles réclament. C'est tout de suite, si l'on ne veut pas les exposer à un péril imminent et mortel.

Dans ces conditions, il est désirable que le Gouvernement use opportunément des pouvoirs que lui confère la loi de prorogation du 31 décembre 1920 et qu'il prescrive les mesures générales que cette loi réserve à sa propre initiative.

Quelle sera la forme adoptée pour la fixation et pour l'application des nouveaux tarifs ? Certains, ont préconisé la substitution systématique et intégrale de droits d'entrée, calculés ad valorem, aux tarifs spécifiques qui sont à la base de notre régime économique. Quelles que soient les facilités de perception, qu'une telle innovation puisse apporter à l'Administration des Douanes, nous ne pouvons souscrire à un pareil système, dont vous nous signalez vous-même, à côté de certains avantages, les graves inconvénients.

Que des droits ad valorem soient institués à l'égard de certains produits dont la nature se prête difficilement à la taxation spécifique, rien de mieux. Il en est de même pour les denrées exotiques n'ayant pas de similaires en France et pour lesquelles les droits d'entrée ont presque exclusivement un caractère fiscal. Mais, hors ces cas spéciaux, le droit ad valorem, sous un régime de taxes compensatrices, remplirait mal le rôle économique que notre législation douanière a voulu attribuer à ces dernières.

Notre Commission donne donc résolument ses préférences, dans les circonstances actuelles, à l'application raisonnée, sauf exception justifiée, ~~maintien~~ du principe des coefficients de majoration, institués par le décret du 8 juillet 1919.

2° En ce qui concerne le quantum de protection douanière dont nos Industries bénéficiaient, en vertu du tarif de 1910, la Commission Sénatoriale des Douanes, estime que le moyen le plus rapide d'en établir la quotité, est de confronter les chiffres moyens inscrits au tableau des Prix, dressé pour l'année 1913, par la Commission des Valeurs de douane avec les valeurs constatées pour des objets identiques ou équivalents, soit au cours de l'année 1920, soit, si des fluctuations brusques et considérables sont survenues pour certains prix, dans le cours des deux premiers mois de 1921, enastreignant cette comparaison au dernier semestre écoulé.



20

La Commission interministérielle des coefficients, serait maintenue, dans notre pensée, pour s'acquitter de la partie principale du mandat qui lui a été donné par le décret du 8 juillet 1919. Elle suivrait pas à pas, jour par jour, le mouvement des prix sur le Marché national et modifierait ainsi, à la lumière des faits, et d'après les données de l'expérience, les coefficients en vigueur, soit pour les redresser s'ils sont jugés insuffisants, soit, au contraire, pour les abaisser si leur ampleur ne répond plus à la réalité des choses.

Ainsi se poursuivrait dans le temps la péréquation désirable correspondant aux volontés du Parlement et s'ajustant aux conditions variables de la production et du marché.

3°. Enfin, pour parer aux conditions mauvaises, qui dérivent de l'influence du change déprécié de certains pays d'Europe, nous ne retiendrons pas la suggestion relative au paiement en or des droits de douane, malgré l'exemple fourni par quelques Puissances Etrangères.

Cette mesure serait de nature à nous créer des difficultés diplomatiques nombreuses, à provoquer des représailles dangereuses pour nos exportations et à nuire ainsi gravement aux intérêts de notre Commerce extérieur.

Mais nous pensons qu'il n'en sera pas de même si nous cherchons à rétablir l'équilibre, artificiellement rompu par le problème du change, au moyen de la surélévation du taux de notre tarif général. Nous pourrions ainsi porter à 300 %, l'écart de ce tarif avec les taxes inscrites au tarif minimum, comme le demande la Commission des Douanes de la Chambre des Députés. Cette décision, aurait, en outre, l'avantage d'opposer une résistance raisonnable et légitime, aux procédés abusifs ou déloyaux dont l'Allemagne, notamment, a usé dans le passé, au grand détriment de nos Industries nationales. Enfin, par l'accroissement de l'écart envisagé, le pourcentage de déduction des droits, prévu par une loi récente, serait relevé au tarif intermédiaire et permettrait à nos négociateurs de disposer d'une nouvelle monnaie d'échange pour la conclusion de conventions commerciales, justes et équitables. Notre Commerce d'exportation en pourrait ainsi recueillir des avantages appréciables.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Le Président  
de la Commission des Douanes, du Sénat,

(Signé) Jean Morel.

(Approbation générale)



## II. - Communications diverses.

M. le Président rappelle que, conformément à la décision prise par la Commission il y a quinze jours, il a transmis au Ministre du Commerce <sup>un avis</sup> favorable à la réouverture du marché à terme des sucres, à la condition qu'on prit les mesures nécessaires pour éviter les abus de la spéculation. Le ministre a répondu par une lettre dont M. le Président donne lecture et qui dit notamment que le Président du syndicat du Commerce des sucres et le secrétaire général du Syndicat des fabricants de sucres affirment que le projet de règlement du marché et celui de la Caisse de liquidation forment toute garantie à ce sujet.

D'autre part, ces deux représentants du commerce des sucres, MM. ~~Speyer~~ et Herscher, ont adressé une demande d'audience. Il est décidé que MM. Jean Morel et Noël, rapporteurs, recevront ces Messieurs le vendredi 4 mars, à 14h30. Tous les membres de la Commission qui le désireront pourront assister à cette audience.

M. le ministre de l'Agriculture a accepté la date du 8 mars pour se rendre devant la Commission au sujet de la ratification du décret relatif aux droits de sortie appliqués aux animaux des espèces chevaline, asine et mulassière.

M. Scheurer est désigné comme rapporteur provisoire du projet portant ratification du décret du 21 mars 1920 <sup>et</sup> appliquant à l'Alsace-Lorraine la législation sanitaire <sup>française</sup> concernant le régime des exportations et les importations des animaux et viandes.

M. le Président fait connaître qu'il a reçu un certain nombre de lettres relatives aux coefficients de majoration. Il remet ces lettres à M. le Président de la sous-Commission des tarifs douaniers,



22  
qui les examinera :

L'une de ces lettres émane du Syndicat des fabricants de produits céramiques de France ; elle demande que le coefficient de majoration appliqué aux produits céramiques soit porté de 2,5 à un minimum de 5.

Une autre provient de l'Union des industries métallurgiques et minières.

Une troisième a été envoyée par l'association de l'industrie et de l'agriculture françaises ; elle réclame la suppression du maximum de coefficient 3, appliqué par le gouvernement général de l'A.O.F.

Une autre note de cette société vise les outils d'agriculture et en particulier les pièces détachées des machines agricoles.

Bien qu'assimilés aux pièces détachées de machines, ces articles sont exclus par le décret du 11 janv. 1921 du bénéfice des coefficients de majoration accordés aux premières.

La Chambre syndicale des fabricants et constructeurs de matériel pour chemins de fer et tramways déclare que le coefficient à demander pour mettre l'industrie des locomotives en mesure de lutter avec l'industrie allemande est de 10 et non plus 6,5 comme elle l'avait indiqué précédemment.

La Chambre syndicale de l'industrie du Bas-Rhin demande l'élévation des coefficients strictement limitée aux articles pour lesquels elle en a un besoin.

La verrière Mesmer d'Andezieux (Loire) est satisfaite des coefficients de majoration. Mais elle a appris que les maîtres-verriers belges protestaient et elle appelle l'attention sur le fait que si une diminution était consentie, 3000 ouvriers se trouveraient en chômage forcé dans la Loire.

Le Comité des Forges informe que les droits de douane à l'entrée en Italie sur les aciers sont de nouveau relevés depuis le 19 février 1921. Ils sont actuellement au quadruple



de ce qu'ils étaient.

La Chambre de Commerce de Roanne a exprimé le vœu « que le gouvernement français agisse auprès du gouvernement espagnol pour l'amener à rapporter le décret du 26 nov. suspendant les tarifs douaniers particulièrement nuisible à nos industries ou tout au moins à en suspendre l'application jusqu'à ce qu'un accord commercial puisse être conclu ».

Enfin, les demandes de relèvement de coefficient sont faites par la Chambre syndicale de la ferblanterie et celle des machines à brouterie.

M. le Président ajoute que, dans un autre ordre d'idées, la question de la suppression de la surtaxe d'entrepôt pour les marchandises qui arrivent d'Anvers, actuellement examinée par les gouvernements belge et français, a donné lieu à des manifestations importantes.

M. Bouron fait observer que ce serait une mesure extrêmement grave, surtout en présence de l'augmentation des tarifs de chemins de fer français. D'autre part, les ports du Nord en subiraient un préjudice considérable.

L'ordre du jour appelle l'examen de la Convention entre la France et la Tchéco-Slovaquie.

### III. Convention entre la France et la Tchéco-Slovaquie

M. Noël, rapporteur général, fait apparaître la différence qu'il y a entre les anciens tarifs de conventions commerciales et celui actuellement soumis à la



24  
ratification de la Chambre des Députés. En 1892, on avait  
pensé qu'aucun traité de commerce ne devait être signé  
entre la France et les puissances étrangères, qu'il ne  
pourrait exister que des conventions commerciales qui  
ne devraient jamais engager le tarif douanier; elles  
devaient se borner à accorder le tarif minimum,  
avec possibilité pour la France d'en modifier le taux.  
Ces conventions ont pu se poursuivre jusqu'en 1914,  
sans empêcher la révision des tarifs de 1910 et sans  
occasionner de guerre douanière.

Au contraire, avec la convention franco-tchécoslovaque,  
qui semble destinée à servir de type, on engage  
des réductions sur le tarif douanier.

M. le rapporteur analyse la convention. Il signale  
que déjà des réclamations se sont produites concer-  
nant la tabletterie, les bois tournés, certains  
produits chimiques, les crayons, etc. Le gouverne-  
ment aurait dû consulter auparavant les inté-  
ressés.

M. le L<sup>c</sup> Flichon craint que l'article 3 ne  
soit de nature à engager de nouveau le principe  
« de la nation la plus favorisée », dont la guerre,  
en déchirant le traité de Francfort, nous a  
pourtant débarrassés.

M. le Rapporteur général estime, lui aussi, qu'il  
y a là un danger. Il est d'avis que la Convention  
doit être révisée. Le cadre en est bon, mais certaines  
précautions n'ont pas été prises et doivent l'être.

Poursuivant l'examen de la Convention, M. le  
rapporteur général arrive à la seconde partie, qui  
consiste à accorder à la Tchécoslovaquie une réduction



sur l'espace compris entre le tarif général et le tarif minimum, même quand cet espace sera modifié. Les réductions opérées, souvent à tort, ne sont pas proportionnelles, et la convention risque d'être défavorable à la France. Elle méritait mieux les intérêts tchécoslovaques que les intérêts français. La sous-commission devra l'examiner article par article.

M<sup>r</sup> le M<sup>r</sup> Plichon fait remarquer que la convention accorde un traitement plus favorable à certains produits fabriqués qu'aux matières premières. Il y a là une anomalie qui a échappé aux négociateurs et que les professionnels n'auraient pas acceptée. Il faut qu'il y ait un contact étroit entre les négociateurs et l'industrie.

A propos du n° 567 bis (tubes en acier), M. Plichon dit que tous les tubes en Tchécoslovaquie sont entre les mains des frères Mannesmann, qui ont transféré leurs affaires en Bohême. Ce sont eux qui bénéficieraient des avantages concédés.

M. Japy précise que non seulement les Allemands, mais les Autrichiens installent leurs usines en Tchécoslovaquie, notamment les fabriques de chaises. Une chaise qui revient en France à 18 francs revient en Tchécoslovaquie à 6<sup>+</sup>; avec le port et les droits de douane, cela fait 15 francs. Aussi en est-il entré en France depuis le 1<sup>er</sup> janv. 300.000 chaises. Il ne faut pas faire desenthement. M. Japy ne demande pas des droits protecteurs, mais des droits compensateurs, surtout si ce sont les Allemands et les Autrichiens qui sont susceptibles de profiter de la convention.

M. le Président déclare que si l'on ouvre la porte aux produits tchécoslovaques, il doit être bien entendu que ce sont des produits fabriqués en Tchécoslovaquie,



avec des capitaux en majorité tchécoslovaques et par des ouvriers tchécoslovaques. L'article 14 prévoit, comme on l'a fait avec la Suisse pendant la guerre, la production d'un certificat d'origine.

M. Tapy. - Les objets sont bien fabriqués dans le pays, mais par des maisons autrichiennes ou allemandes. Avant la guerre, les usines métallurgiques autrichiennes avaient leurs forges en Bohême ou dans la région de Peschen - les toles allaient en Autriche et étaient dénaturees. Comme les tchécoslovaques ne laissent pas sortir les fers, les usines autrichiennes reviennent en Tchécoslovaquie, mais ce sont toujours des capitaux autrichiens ou allemands, à moins qu'ils ne soient anglais ou même américains.

M. Noel, rapporteur général, fait observer qu'il ne peut en être autrement pour le moment. Il y a des précautions à prendre. Dans la convention sommaire, ces précautions ne paraissent pas complètes. On ne pourra les indiquer d'une façon plus précise qu'après une étude approfondie. Il faudra demander des renseignements sur la situation économique de la Tchécoslovaquie. La sous-commission les demandera. Revenant à M. Tapy, M. Noel lui promet de s'informer aussi auprès de la Direction des Douanes des articles que nous vend et que nous achetons la Tchécoslovaquie et d'en relever les statistiques.

M. le Président rappelle que la Commission étant encore devant la Commission des Douanes de la Chambre, la commission sénatoriale ne peut en délibérer qu'officieusement. Aucune décision ne peut être prise.



Lorsque cette discussion préliminaire sera terminée, le dossier sera renvoyé à la S<sup>e</sup> Commission des Conventions commerciales qui préparera ses conclusions et les apportera devant la commission plénière -

M. Bourin voudrait, puisqu'il s'agit d'un simple échange de vues, que d'ici avant le gouvernement s'entretînt de compétences techniques et consultât tout au moins la délégation interparlementaire. Il y a des fautes si lourdes dans cette convention qu'il ne faut pas laisser se continuer cette méthode. Quoiqu'il en soit en présence d'une convention type, il convient de l'examiner au microscope. Même M. Bourin pense qu'il n'est pas nécessaire d'attendre que la Commission soit sortie et il voudrait que son Président en causât dès maintenant avec le Ministre. Il faut profiter de ce qu'il est plus facile de renouer les négociations avec un pays comme la Tchécoslovaquie que s'il s'agissait par exemple de la Belgique ou de l'Angleterre.

M. le V<sup>e</sup> C<sup>te</sup> Flichon appuie les observations de M. Bourin. Les frontières tchécoslovaques sont fermées aux importations et par conséquent les concessions faites sont nulles. L'orateur cite plusieurs exemples pour montrer que, en ce qui concerne les exportations, les articles dont nous aurons le plus besoin ne nous seront livrés qu'en quantités infimes.

M. Serre insiste à son tour pour que le ministre soit avisé, sans attendre la transmission officielle, des sentiments de la Commission -

M. le Président - Dans dix minutes, la délégation



28

interparlementaire des Femmes doit se réunir. <sup>nous en parlons</sup> D'accord avec nos collègues de la Chambre, nous ferons connaître ensemble au gouvernement nos sentiments sur cette convention.

En attendant il conviendrait de renvoyer à la sous-commission spéciale l'examen du dossier. Elle apportera ses conclusions.

M. Noël demande si l'on reconnaît à la sous-commission le droit de convoquer les intéressés.

M. le Président répond affirmativement.

#### IV. Communications diverses.

M. le Président signale qu'il a reçu diverses lettres, notamment de la Société de constructions mécaniques, du Syndicat des chaudronniers et fondeurs de France, de l'association de l'industrie et de l'agriculture relative-ment à la protection des produits français.

La séance est levée à 16 heures

Le Président

*Y. Morel*



## Séance du mardi 8 mars 1921

La séance est ouverte à 15 heures sous la présidence de M. Jean Morel.

Sont présents : MM. Jean Morel, Mascaraud, Ennery, Donn, Noël, Bachelet, Druetot, Buhau, Cadthun, Courjelongue, Dancœur, Louis David, Babin-Chevaye, Jallet, Juge, Tapy, Juénier, Ollivier, Quenel, Roland, Scheurer.

Excusé : M. Ernaud.

M. Dior, ministre du Commerce et de l'industrie, et M. Serruys, Directeur des accords commerciaux et de l'information économique au Ministère du Commerce sont présents.

M. le Président, sans vouloir empiéter sur les attributions de la Chambre, devant laquelle se trouve encore le projet de convention tchéco-slovaque, prie M. le Ministre du Commerce de bien vouloir donner des indications sur les conditions dans lesquelles se sont déroulées les négociations et sur les directives générales du gouvernement au cours de ces négociations.

M. le Ministre défendra la convention, sans il n'en pas l'auteur, parce qu'il pense que si elle présente des inconvénients, elle offre des avantages qui les compensent et au-delà. Un des points importants de l'accord, — qui se retrouvera dans les accords à conclure avec d'autres nations — c'est que, en échange de l'avantage de la



nation la plus favorisée que nous obtenons de nos  
contractants, nous leur accordons un certain nombre  
de numéros du tarif minimum; mais, pour les autres,  
nous ne leur donnons qu'un abattement sur la  
différence entre le tarif maximum et le tarif minimum.  
D'autre part, on a pris des précautions pour que l'Allemagne  
ne puisse être avantagée à nos dépens. C'est le but du  
paragr. 3 de l'art. 1<sup>er</sup>.

Reprenant à M. Bonetot, M. le Ministre rappelle que  
si une spécification spéciale a été faite pour Hambourg  
sans la convention, cela tient à ce que le traité de paix  
~~de Paris~~ a fait de ce port une antenne économique de  
la Tchéco-Slovaquie.

M. Serruys, Directeur des accords commerciaux, fait  
l'histoire des négociations. Dès avant la signature  
du traité de paix, des pourparlers avaient eu lieu avec  
le président Kramarz. Mais la chute de celui-ci en  
empêcha la réalisation. Longtemps on se heurta en  
Tchéco-Slovaquie à un régime arbitraire, qui consistait  
à ne permettre l'importation que sous la mesure où  
une exportation aurait déjà été effectuée. La  
Tchéco-Slovaquie comprit enfin que c'était une erreur  
et en octobre 1920 une délégation vint pour préparer  
un retour progressif vers la normale. Les négociations  
furent âpres et difficiles, tout d'abord lorsqu'il fut  
question de la clause de la nation la plus favorisée.

Il importe d'obtenir cette clause de tous les pays qui la  
pratiquent, afin d'en pas être à la merci du commerce  
d'autres états qui en bénéficieraient. Cependant l'alinéa  
du 2<sup>o</sup> juillet 1919 nous interdit de donner une  
réciprocité intégrale. Nous avons donc dû limiter la clause  
de la nation la plus favorisée à certains pourcentages, tel



qu'il apparait à la liste B de l'accent. Si nous avons ici plus de cent positions qui bénéficient de cette clause, c'est que nous avons affaire à un pays qui a une industrie très diverse. Dans l'accent polonais, il n'y en aura que 14.

L'accent en question laisse à la France la liberté absolue des tarifs.

La question s'en posera de même pour les accords avec la Pologne, le Portugal, la Norvège, l'Espagne et si nous n'avons pas la clause de la nation la plus favorisée, nous serons à la merci de l'importation anglaise et américaine. Cette prime que nous donnons pour obtenir le traitement de la nation la plus favorisée, nous la refusons à ceux qui nous refusent ce traitement. Il en sera ainsi avec le Canada. C'est sur ces principes qui ont guidé la rédaction des articles 1 à 4 de la convention.

Nous avons respecté l'art. 222 du traité de St Germain qui crée une manière de Zollverein entre l'Autriche, la Hongrie et la Tchécoslovaquie et nous avons laissé à la Tchécoslovaquie la possibilité de faire un accord préférentiel avec la Pologne. (art. 1<sup>er</sup>). Nous nous sommes réservés aussi (art. 3) le droit de faire des ententes préférentielles, nous aussi, avec des pays limitrophes ou avec des pays auxquels nous avons fourni de l'argent et qui ne peuvent nous payer qu'en marchandises.

M. Lerruys répète, après le ministre, que si l'art. 12 a fait une brèche dans notre législation financière de la surtaxe d'origine pour les marchandises arrivant par Hambourg, c'est le résultat du traité de Versailles et non de la convention.

M. le Ministre ajoute qu'il y a, d'ailleurs, des précédents.



M. le Directeur parle ensuite des prohibitions et des contingents (listes B et C). Un certain nombre de produits prohibés par la Tchéco-Slovaquie ont été remis à la liberté et pour ceux pour lesquels la prohibition a été maintenue, on a obtenu de véritables priores d'importation, qui nous donnent une possibilité d'importation d'environ un milliard de francs.

M. le Directeur examine les divers articles financiers (listes C et D). S'il y a des postes insuffisants, c'est qu'il n'a pas été possible de satisfaire, au même degré, toutes les industries françaises. Dans un accord, il faut être deux. Les industries qui sont concurrentes des industries tchécoslovaques trouveront dans d'autres accords commerciaux des débouchés plus faciles.

Parmi les garanties commerciales, M. Lerruy attire l'attention sur le certificat d'origine. L'art. 14 donne à cet égard des garanties particulières.

M. le Président dit qu'en inscrivant cela dans la convention, on a répondu au désir unanime de la Commission des Douanes, mais il l'art. 14 dit que les gouvernements pourront exiger... Il y a un point important intermédiaire à savoir s'il n'y a pas là une faculté, mais une obligation.

M. Noël, rapporteur général, parle de la répercussion que peut avoir l'accord tchéco-slovaque sur l'établissement de notre tarif minimum. Si l'on altère le tarif minimum par des coefficients, pour le garantir contre une seule nation, on s'expose à des réclamations de toutes les autres. Il est singulier d'accroître le tarif minimum à une nation pour le quadrupler immédiatement après. Ne serait pas



plus naturel celui accorder un pourcentage?

M. le rapporteur général regrette que les directives générales qui avaient été prises par les commissions de Travaux de la Chambre et du Sénat n'aient pas été suivies. Il serait bon d'atténuer les termes de la convention, notamment en ce qui concerne la clause de la nation la plus favorisée, afin de la rendre plus acceptable pour notre industrie.

Après les observations de M. Tapy sur le jeu de la clause de la nation la plus favorisée, M. Touron se demande si la clause de la nation la plus favorisée ne porte que sur le pourcentage ou si elle peut être réclamée par la Tchéco-Slovaquie aussi bien pour le tableau A que pour le tableau B. Il est utile d'y regarder de près.

Il le faut d'autant plus que l'on a affaire à une nation nouvelle, composée d'éléments hétérogènes, qui seront longtemps encore pénétrés par l'influence de cousins et de plus par une nation à charge avérée. Même, s'il ne s'agit que du pourcentage, puisque c'est le tarif minimum qui sera appliqué, si ce tarif minimum est abaissé demain pour une nation quelconque, la Tchéco-Slovaquie en profitera et aura toujours la clause de la nation la plus favorisée.

M. le Ministre a eu cette même préoccupation. Mais il paraît qu'en "jargon" douanier <sup>interrogatoire</sup> et peut-être avoir au-dessous du tarif dit "minimum" un tarif préférentiel qui n'est pas appelé tarif minimum, mais qui est plus bas.

M. Touron insiste d'autant plus sur les inconvénients qu'il trouve à cette convention, qu'elle sera de type à



toutes les autres. Il demande s'il ne serait pas préférable de ne pas la discuter et de reprendre les négociations avec les Tchécoslovaques.

M. le L<sup>e</sup> C<sup>t</sup>. Plichon attire l'attention sur l'alinéa 3 de l'art. 3 qui dit que le pourcentage de réduction accorde aux articles du tableau B sera ramené au taux le plus favorable que la France pourra, en vertu d'accords ultérieurs, ~~accords~~ consentir à une puissance tierce. Ainsi, si l'on accorde à une puissance tierce le tarif minimum, la Tchécoslovaquie, ipso facto, pourra le réclamer.

M. le Rapporteur général dit, à son tour, que l'avis de 1892 ne permet pas qu'il y ait un tarif inférieur au tarif minimum.

M. le Directeur répond que presque tous les pays ont prévu à côté du tarif minimum, qui est la limite extrême de concession dans la règle générale des conventions, un tarif préférentiel. En France il n'existe pas légalement. Mais nous pourrions du moins accorder des pourcentages préférentiels que la Tchécoslovaquie ne pourra pas réclamer, même en vertu de l'art. 3.

Repondant à M. Touron, M. Serruys fait ressortir les avantages que présente la liste B pour certains articles, comme les tissus. Les négociateurs ont défendu l'industrie française jusqu'à épuisement la rupture. Ils n'ont pas pensé qu'il fallait refuser des conventions avec des pays à charge avariée, mais trouver un autre tempérament d'ordre économique. La convention expirera dans un an. Elle pourra être dénoncée ensuite tous les six mois. A chaque renouvellement, on pourra restreindre l'application de la clause <sup>de la</sup> plus favorable aux pourcentages.



M. le Directeur n'a pas confiance dans une nouvelle négociation avec la Tchécoslovaquie - Celle-ci a été faite et ~~elle est~~ la convention est très attachée en Tchécoslovaquie.

Revenant à une observation de M. le Rapporteur général, M. le Ministre précise qu'il n'a pas indiqué qu'il était dans les intentions du gouvernement de proposer demain un tarif préférentiel, mais qu'il serait possible, au cas où nous aurions besoin d'un tarif plus bas, nous accorder à ceux qui ont le tarif minimum, de créer par la loi un tarif préférentiel, suivant ainsi l'exemple d'autres nations.

M. le Rapporteur général réplique que, tant qu'il n'a pas fait voter de nouvelle loi, le gouvernement se force de se considérer dans l'impossibilité de passer au-dessus du tarif minimum français - Il croit que cette directive a été un peu altérée - C'est pourquoi il se joint à M. Emery pour demander si on ne pourrait pas ouvrir une nouvelle conversation avant de porter la question à la tribune.

M. le Directeur reconnaît qu'il serait illégal, dans les négociations, d'engager quoi que ce soit d'un tarif au-dessus du tarif minimum. Mais, ajoute-t-il, nous devons prévoir, pour l'avenir, en réserve l'hypothèse dans nos conventions. Cette hypothèse ne commencera à devenir une réalité que le jour où le Parlement votera un tarif préférentiel.

M. le Rapporteur général. Si une clause comme celle-là est insérée dans une convention, je déclare franchement que je ne saurais la rapporter.



36  
M. le Directeur. Nulle part, dans les clauses que nous avons devant nous, nous ne voyons l'hypothèse formulée d'un tarif inférieur au tarif minimum.

M. le Rapporteur général prévient qu'il insistera dans son rapport sur ce point qu'il n'y a pas de modification de la loi de 1892.

M. le Directeur dit qu'il ne peut y avoir de doute = ce qui a été prévu dans l'art. 3, est un tarif préférentiel donné par rapport aux pourcentages et non d'un tarif au-dessous du tarif minimum. Cela bien été l'esprit de la négociation.

M. le Rapporteur général. Si votre tarif préférentiel n'est que sur les pourcentages, nous sommes d'accord. Vous ralliez-vous à la thèse à une interprétation limitative de la commission des douanes ?

M. le Directeur. Je serais le premier à remercier la commission, parcequ'il y avait là une précision utile.

M. Tapy, <sup>examinant le détail de la convention</sup> estime anormal de donner un privilège aux articles finis et une réduction moins sensible aux demi-produits. C'est aller à l'encontre des intérêts de l'ouvrier français.

M. Louis David trouve infime le chiffre accordé pour les vins, à une heure où la viticulture traverse une crise grave.

M. le Ministre répond que les chiffres de la convention sont relativement supérieurs aux chiffres d'importation.



l'araut-guene pour l'Autriche-Hongrie.

M. Tapy déplore que la Tchécoslovaquie laisse entrer 3000 bicyclettes seulement et mille tonnes de pièces détachées, soit de quoi faire 100.000 bicyclettes, qui concurrenceront les nôtres.

M. le Directeur répond à la première observation de M. Tapy que la restriction qu'il a faite n'est pas absolument juste dans l'ensemble. On a observé des proportions - Quant aux pièces détachées, il n'est pas possible d'en empêcher l'entrée en Tchécoslovaquie, à moins d'établir une prohibition d'exportation.

A M. Scheurer, qui demande si dans la liste D les confitures sont comprises dans les conserves, M. le Directeur répond qu'il le croit.

M. le Président remercie le ministre d'être venu devant la Commission et <sup>ajoute que</sup> bien qu'il ne soit pas permis à celle-ci de formuler des conclusions sur un sujet dont elle n'est pas encore saisie, l'entrevue a été utile, en permettant au ministre de recueillir, dans la mesure où il pourra donner satisfaction, les vœux exprimés devant lui.

M. le Président demande ensuite à M. le Ministre s'il peut fournir à la Commission des indications au sujet des questions douanières réglées par la conférence de Londres.

M. le Ministre répond qu'il faut attendre le retour de M. le Ministre des Finances.



Il remercie de l'accueil qu'il a reçu de la Commission et M. Embury est nécessaire, à son avis, la collaboration des commissions avec le gouvernement.

M. Bourin, prenant acte de cette déclaration, rappelle que les commissions des Douanes sont en même temps, depuis cette année, commissions des "conventions commerciales" et exprime le désir que les conventions soient examinées, au moins officieusement, par les commissions avant d'être signées plutôt qu'après, ou tout au moins soumises aux présidents et aux rapporteurs généraux.

M. le Ministre se déclare tout disposé à venir, ainsi que M. le Directeur des affaires commerciales, devant la Commission du Sénat, comme devant celle de la Chambre, évoquer les négociations en cours.

M. le Directeur ajoute qu'il n'attend que l'autorisation de la Commission pour venir la mettre au fur et à mesure au courant des négociations.

M. le Président: Nous ne voyons aucun inconvénient à cela.

(M. le Ministre et M. le Directeur se retirent).

Après règlement de l'ordre du jour de la prochaine réunion, la séance est levée à 17h45.

Le Président

[ Il a été fait de cette séance un compte rendu sténographique ]

*Amorel*



La communication suivante a été faite à la presse :

« La Commission des Douanes du Sénat, réunie sous la présidence de M. Jean Morel, a entendu pour étude le Ministre du Commerce au sujet de la Convention franco-tchécoslovaque, qui est, dans ce moment, soumise à l'examen de la Chambre.

« Des observations très intéressantes ont été présentées par divers membres de la Commission, qui poursuivra cette étude en attendant la décision de la Chambre des députés, afin d'être en mesure de faire voter immédiatement le projet de loi portant ratification de la Convention, dès que la transmission en aura été opérée au Sénat. »

---



Séance du mardi 15 mars 1921

La séance est ouverte à 14 h 30, sous la présidence de M. Jean Morel.

Sont présents : MM. Jean Morel, Mascaraud, Droum, Noël, Babin-Cheraye, Bompard, Bonetot, Duban, Damecour, Louis David, Dominique Delahaye, Jallat, Jorje, Papy, Lederlin, Maurice Juesquier, Mory, Richery, Totté, Guemel, Ben Roland, Scheurer.

M. Scheurer donne lecture de son <sup>projet de</sup> rapport sur l'application à l'Alsace et à la Lorraine de la législation française concernant le régime des exportations et des importations des animaux et viandes.

Le rapport est approuvé. Toutefois M. le Président suggère que M. le rapporteur fasse allusion d'une façon discrète à la lenteur avec laquelle les décrets de ce genre sont soumis à ratification du Parlement (assentiment qualifié).

M. le Président annonce qu'il a reçu diverses communications relatives aux Antilles de corozo, aux cycles et automobiles, aux industries électriques, aux lampes et à la ferblanterie, aux papiers peints, aux produits céramiques. Toutes sont de la compétence de la sous-commission des tarifs douaniers et seront transmises à M. Plichon, pour être remises aux rapporteurs spéciaux.



M. Japy demande comment la Sane paye l'indice pour les produits qui viennent en France -

M. le Président lui répond que la Direction générale des Douanes pourra le renseigner -

M. le Président annonce qu'il a reçu encore des réclamations contre le projet de convention tchécoslovaque. Les documents sont remis à M. Noël, président de la sous-commission des conventions -

M. Lefebvre du Prey, ministre de l'Agriculture, et M. Poincaré, sous-secrétaire d'Etat à l'Agriculture, sont introduits -

Attribution de M. le Ministre de l'Agriculture et de M. le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture sur le projet portant ratification du décret du 22 mars 1920 soumettant à un droit de sortie les animaux des espèces chevaline, mulassière et asine -

M. le Président souhaite la bienvenue au Ministre et au Sous-Secrétaire d'Etat. Il prie le Ministre de bien vouloir indiquer les raisons qui ont déterminé son prédécesseur à prendre un premier décret le 22 mars autorisant des dérogations à l'interdiction de sortie, sous condition de paiement d'un droit; et un second décret le 4 août suivant abaissant des trois quarts environ ce droit de sortie -

Il demande en outre pour quelles raisons ce second décret n'a pas encore été soumis à l'approbation du Parlement -



M. le Ministre de l'Agriculture laisse la parole à M. le Sous-Secrétaire d'Etat.

M. le Sous-Secrétaire d'Etat expose les modifications successives de la législation en matière d'exportation des chevaux, mulets, ânes. Durant la guerre, l'exportation en était complètement interdite: un arrêté du 18 avril 1919 autorisa l'exportation des chevaux de pur sang et de demi-sang, sous certaines conditions. Un arrêté du 19 nov. 1919 leva momentanément, pour toutes les races, l'interdiction d'exportation, qui devint libre sans aucune formalité. Mais cela amena une grande quantité d'acheteurs et notre marché ne put se trouver complètement de'muni. Tout notre matériel chevalin passant ainsi notamment en Allemagne - sans nul autre formalité - fut pris l'arrêté du 18 février 1920 qui remit en vigueur la prohibition, mais en maintenant des dérogations pour les chevaux de pur sang et de demi-sang. Pour sauvegarder les intérêts des agriculteurs, le gouvernement a pris, le 22 mars 1920, un nouveau décret fixant les droits pour les animaux pouvant bénéficier de ces dérogations. Ces droits furent ainsi établis:

chevaux et juments	800 <sup>+</sup>
poulains	500 <sup>+</sup>
mules et mulets	800
mulettes	500
ânes, anesses, ânesses	200

Les achats de l'étranger devinrent presque nuls. Le tarif était prohibitif. C'est pourquoi le gouvernement prit le décret du 4 avril 1920, qui réduisit les droits sur les chevaux à 200<sup>+</sup>, ceux sur les poulains à 100<sup>+</sup>, sur les mules à 150, sur les mulettes à 100 et sur les ânes à 50.



L'exportation de tous chevaux autres que ceux de pur sang et de demi-sang reste interdite.

Même dans ces conditions, l'étranger ne veut plus acheter chez nous de chevaux de pur sang ou de demi-sang. Aussi le ministre de l'agriculture en dit-il d'avis, en ce qui le concerne, de supprimer tout droit, même réduit, sur les chevaux de ces catégories -

M. Dotié s'étonne que l'étranger achète plutôt des chevaux en Irlande que chez nous. Car le change compense largement le droit de 200<sup>fr</sup>.

M. le Sous-Secrétaire d'Etat - nous constatons le fait, sans l'expliquer.

M. le Rapporteur général croit que l'arrêt des exportations vient moins du droit de sortie trop élevé que du prix même des chevaux qui a quadruplé depuis 1914 en France alors qu'en Irlande leur valeur doit être sensiblement la même. Il serait imprudent de trop réduire le droit de sortie. On risquerait ainsi de faire encore monter le prix des animaux -

M. le Ministre fait connaître l'état comparatif du cheptel en 1913, en 1919 et en 1920 =

Chevaux =	1913,	3.222.080	-	1919,	2.413.190	-	1920 -	2.542.850
Anes		336.310	-		303.100	-		302.020
Mulets		188.280	-		167.180	-		175.500

Le service spécial des haras demande 1° l'interdiction absolue d'exportation de toutes les races de trait et des races postières bretonnes - 2° le maintien des dérogations en faveur des chevaux de pur sang et de



44  
demi-sang, avec obligation de remplir les mêmes formalités,  
mais sans droit de sortie.

M. Damecour approuve cette suppression de droits. Mais  
M. Totté craint que cette mesure favorise la remonte  
de la cavalerie allemande.

M. Donon est du même avis que M. Damecour.  
L'armée, actuellement, n'a plus besoin d'une aussi  
grande quantité de chevaux de demi-sang qu'avant  
la guerre. Il faut donner aux éleveurs des facilités  
pour la vente des chevaux qu'ils ont en trop. En ce qui  
concerne les craintes de M. Totté, M. Donon ne pense  
pas que l'armée allemande ait plus besoin de chevaux  
que la nôtre.

M. Donon demande au ministre quelles instructions  
ont été données pour que, sous le vocable de  
chevaux de demi-sang, on ne laisse pas passer de  
chevaux de hauts.

M. le sous-Secrétaire d'Etat répond en faisant  
connaître le texte de l'arrêté du 5 août 1920.  
Cet arrêté exige notamment un certificat d'origine.

M. Quesnel craint que ce soit insuffisant. Il  
a signalé lui-même à la tribune du Sénat des  
cas assez nombreux de poulains de trait exportés  
avec des certificats de demi-sang.

M. le Ministre a répondu que le service vétérinaire  
des bureaux de douane fait son devoir. Néanmoins il  
fera étudier par ses services s'il est possible de renforcer  
les instructions.



Après la promesse faite par M. le sous-Secrétaire d'Etat à M. le Rapporteur général de lui faire connaître le prix actuel des chevaux en Irlande, ~~la~~ M. le Président rappelle à M. le Ministre qu'il n'a pas répondu à sa question : pourquoi le décret du 4 août, qui modifie seulement le décret du 22 mars, n'est pas soumis à la ratification des Chambres.

M. le Ministre répond que cela peut être qu'un oubli de son prédécesseur. Cet oubli est facile à réparer.

M. le Président fait remarquer à ce propos que ces oublis ou ces retards sont trop fréquents de la part, non des ministres, auxquels cela échappe, mais de certaines administrations.

Dans ces conditions, M. le Président pense qu'il serait préférable d'examiner ensemble les deux décrets et de surseoir au rapport sur la ratification du décret du 22 mars jusqu'à ce que le Sénat soit saisi du projet de ratification du décret du 4 août.

M. le Ministre estime également que cette procédure est absolument rationnelle. Il ajoute qu'il va faire faire d'urgence de tous les décrets non encore soumis au Parlement.

Après avoir remercié la Commission d'accueil qui leur a été réservée, le ministre et le sous-secrétaire d'Etat se retirent.



46  
M. Noël donne lecture de son rapport sur les certificats d'origine et les marques de fabrique. Il est autorisé à le faire imprimer et à en demander la mise à l'ordre du jour du Sénat.

M. Noël est prié, d'autre part, de préparer ses conclusions sur le projet de ratification des décrets prohibant la sortie de divers produits métalliques, le rapport de M. Néron ayant été déposé sur le bureau de la Chambre le 24 février. Mais la discussion n'en pourra venir qu'après le vote de la Chambre.

La séance est levée à 15h 30

Le Président

[Il a été fait, de l'audition du Ministère un compte rendu sténographique]

J. Morel

La communication suivante est faite à la presse :

« La Commission des Douanes du Sénat, réunie sous la présidence de M. Jean Morel, après avoir entendu M. Lefebvre du Prey, ministre de l'agriculture, accompagné de M. Duis, sous-secrétaire d'Etat à l'agriculture, a décidé d'ajourner la ratification du décret du 22 mars 1920, soumettant à des droits de sortie les animaux des espèces chevaline, mulassière et asine, jusqu'à ce qu'elle soit saisie d'un projet portant ratification du décret consécutif du 14 avril 1920.

« Sur le rapport de M. Scheurer, la Commission a approuvé le projet de loi portant ratification du décret du 21 mars 1920 restant applicable à l'Alsace et à la Lorraine les prescriptions



de la législation sauraine française, en ce qui concerne le régime des importations et des exportations des animaux et des viandes - 1

## Séance du jeudi 14 avril 1921

La séance est ouverte à 14h 30, sous la présidence de M. Jean Morel.

Sont présents : mm. Jean Morel, Mascaraud, Bouron, Eugène Chaval, Noël, Bachelet, Bompard, Bonclot, Dominique Delahaye, Brumant, Albert Jézard, Plichon, Quesnel, Roland.

M. le Président donne lecture de la lettre suivante que lui a communiquée M. le Ministre de l'Agriculture et qui répond à différentes questions posées au cours de la précédente séance concernant l'exportation des chevaux :



Direction

Paris le 19 Mars 1921

des Haras.

2<sup>e</sup> Bureau.

Monsieur le Ministre,

52.842

Conformément au désir que vous m'avez exprimé, j'ai l'honneur de vous adresser ci-après quelques renseignements complémentaires relatifs à l'exportation des chevaux.

Vous trouverez d'abord sous ce pli un relevé comparatif des exportations pendant trois périodes différentes :

- 1<sup>o</sup> - celle de l'exportation libre ;
- 2<sup>o</sup> - celle de l'application du décret du 22 Mars 1920 fixant les premiers droits de sortie ;
- 3<sup>o</sup> - celle de l'application du décret du 4 Août 1920 abaissant ces droits de sortie.

Vous pourrez constater que depuis la fermeture de la frontière et que ces droits ont été imposés à la sortie, les exportations ont diminué dans de très grandes proportions.

Quant aux chevaux que les Etrangers achètent en ce moment en Angleterre ou en Irlande de préférence aux nôtres, leur prix peut être approximativement évalué de la façon suivante : Bons troupiers, de 40 à 50 livres, soit de 2.200 frs à 2.750 frs ;

Petites juments de trait, de 60 à 80 livres, soit de 3.300 à 4.400 frs ;

Chevaux de gros trait de travail, de 120 à 140 livres, soit de 6.600 à 7.700 frs.

Mais il n'est pour ainsi dire pas exporté d'animaux de cette dernière catégorie en raison de leur prix.

Il faut ajouter à ces prix une moyenne de 800 frs de frais. Il en résulte que tout compte fait, les animaux des deux premières catégories reviennent encore moins cher qu'un grand nombre de chevaux français.

D'une façon générale les étrangers préfèrent nos races indigènes parce qu'elles ont plus de trampe et de rusticité ; mais ils sont arrêtés en ce moment par leur prix de revient et par les formalités à remplir pour les chevaux de pur-sang et de demi-sang. C'est pour cette raison que plusieurs Membres du Parlement sont intervenus auprès de moi pour obtenir la suppression des droits de sortie. Cette mesure pourrait être envisagée, vu le petit nombre d'animaux exportés et la somme infime que le Trésor retire des droits de sortie.

En résumé, il paraît nécessaire de maintenir l'interdiction de sortie des animaux de toutes les races de trait et de race postière



bretonne, autrement une rafle générale en serait faite au profit des pays étrangers et notamment de l'Allemagne. Quant aux jeunes reproducteurs, mâles ou femelles, il n'en resterait plus, les producteurs étant alléchés par les prix énormes qui leur seraient offerts. On peut néanmoins maintenir les dérogations prévues par l'arrêté du 5 août 1920 en faveur des chevaux de pur sang et de demi-sang, des mulets, baudets et ânes.

Agréez, Monsieur le Ministre, l'assurance de Ma Haute considération.

Le Sous-Secrétaire d'Etat à l'Agriculture.

A. PUIS.

RELEVÉ DES EXPORTATIONS DE CHEVAUX

1° - EXPORTATION LIBRE	2° - APPLICATION DU DECRET du 22 Mars 1920.	3° - APPLICATION DU DECRET du 4 août 1920
	Droits de sortie	Droits de sortie
	Chevaux et juments ... 800 frs	abaissés Chev. et juments 200 frs
	Poulains ..... 500	Poulains 100
Pendant que l'exportation était libre la Direction Générale des Douanes a fait savoir que le chiffre des exportations avait été de 14.236, du 1° Janvier au 22 Mars 1920, date du Décret fixant des droits de sortie.	Le chiffre des exportations a été de 658 du 22 Mars 1920 au 4 Août 1920 date du décret abaissant les droits de sortie	Le chiffre des exportations a été de 4.790 du 5 Août 1920 au 28 Février 1921.
		Dans ce chiffre de 4.790 sont compris 4.040 chevaux cédés à l'Armée polonaise par le Ministère de la Guerre.



M. Louis Quernel en charge' de rapport sur le projet de loi, adopté sans débat par la Chambre portant ratification du décret du 19 nov. 1920, fixant les conditions d'importation des viandes frigorifiées.

L'ordre du jour appelle l'examen de la proposition de loi relative à la modification de l'art. 459 bis du tarif des douanes, concernant les broderies.

M. le Président analyse à grands traits le rapport déposé à la Chambre par M. Ringuié. L'Allemagne ayant détruit toutes les machines à broder du nord de la France, la consommation française dut s'adresser à la Suisse. La guerre finie, on réinstalla des machines dans la région de Saint-Quentin. Mais ces machines durent presque toutes être arrêtées, la broderie française ne pouvant soutenir, sur son propre marché, la concurrence de la broderie suisse, importée à meilleur prix qu'on ne la produit en France. A cela, plusieurs causes : d'abord reconstruction des usines au plus haut prix du bâtiment et des machines. Ensuite, les matières premières, d'origine britannique, sont, en raison du change, payées plus cher par nos industriels que par ceux de Suisse. C'est pourquoi l'auteur de la proposition, M. Seguis, et le rapporteur, M. Ringuié, demandent une protection spéciale. La broderie bénéficie bien du coefficient  $3\frac{1}{2}$ , mais le coton à broder, acheté en Angleterre, engendre un coefficient 5. En raison de cette situation, la Commission des Douanes de la Chambre a donné un avis favorable. Et la proposition a été



adoptée par la Chambre sans discussion, ni réserve, le 31 mars.

Le lendemain 1<sup>er</sup> avril, le président de la Commission des Douanes de la Chambre recevait du ministre des finances une note protestant contre la proposition adoptée. Cette attitude peut sembler étrange et il y a lieu, je crois, que nous demandions au gouvernement de nous l'expliquer. Le 5 avril, j'ai reçu moi-même copie de la protestation du ministre des finances.

M. le Président donne lecture de cette protestation.

Celle-ci fait observer que ce serait contraire au principe même des coefficients de majoration que de les maintenir pour les droits remaniés et que d'autre part tout relèvement de droits aurait pour conséquence d'atténuer notre industrie de la lingerie.

La note suggère de chercher la solution dans les droits ad valorem, qui suivent automatiquement les fluctuations des cours.

La note ajoute qu'il ne faut pas perdre de vue que les droits actuels se trouvent stabilisés du fait qu'ils figurent à la convention franco-suisse de 1906; les droits nouveaux ne pourraient être mis en vigueur qu'à l'expiration de cet accord, résultant du préavis qui devrait être donné trois mois à l'avance. Et l'on risquerait alors de provoquer une rupture économique avec la Suisse, que l'on rejeterait dans l'orbite économique de l'Allemagne. Quant à la concurrence de la broderie de Plauen (Saxe), elle sera surannée suffisamment par l'augmentation du tarif général et le prélèvement de 50 % -



M. le Président ajoute que quelques jours plus tard, le 11 avril, M. le rapporteur général Noël, a reçu une lettre du Ministre du Commerce reprenant les arguments du Ministre des finances.

Il compare ensuite les chiffres de tarif actuellement en vigueur avec ceux de la proposition Deguise-Rongier et signale qu'il y a dans le texte une erreur typographique : il faut lire a) ... les 100 mg. (et non pas les 10).

D'autre part M. le Président s'est vu transmettre par plusieurs de ses collègues des dépêches de divers fabricants de bonneteries de la région de Cambrai appuyant la proposition.

Pour permettre aux membres de la Commission d'assister à la séance du Sénat, M. le Président propose de renvoyer la discussion, au fond, à la prochaine réunion.

M. Gouron, tout en se ralliant à ce renvoi, tient à présenter rapidement quelques observations : il réfute l'argument de la convention suisse en rappelant que d'abord elle est renouvelable tous les trois mois et qu'ensuite il y a déjà été porté atteinte, par l'établissement du coefficient  $3\frac{1}{2}$ .

Il ajoute que l'industrie de la bonneterie n'intéresse pas seulement la région de Saint-Quentin - c'est une industrie française - qu'on adopte le projet Deguise-Rongier ou qu'on cherche la solution dans les droits ad valorem, il faudra de toute nécessité protéger la bonneterie française.

Mm. Pichon et Bouctot insistent, à leur tour, pour que la commission hâte l'examen de la question.



M. Barctot demande quel gouvernement s'en est occupé.

M. Chanal attire l'attention sur la répercussion que la mesure pourra avoir ~~sur~~ les matières premières indispensables à l'industrie de Tarare.

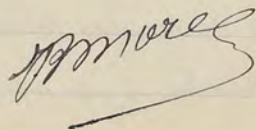
La suite de la discussion est renvoyée à la séance suivante, fixée au mardi 19 avril.

M. le rapporteur général est chargé du rapport.

M. Bouron est désigné comme rapporteur du projet relatif au prélèvement de 50% sur la valeur des importations allemandes, adopté le matin par la Chambre.

M. le Président annonce qu'il a reçu de nouvelles protestations contre la convention tchéco-slovaque (remises à M. Noël) et diverses communications des intéressés relatives aux majorations (remises à M. Plichon); enfin une lettre se plaignant que des commerçants allemands utilisent des dénominations françaises et pouvant être communiquée au ministre des affaires étrangères (remise à M. Mascaraud).

La séance est levée à 15h 30

Le Président  




Séance du mardi 19 avril 1921

---

La séance est ouverte à 15 heures, sous la présidence de M. Jean Morel.

Sont présents : MM. Jean Morel, Touron, Donn, Noël, Bompart, Bouctot, Dancœur, Jallet, Forge, Juesmes, Plichon.

Excusés : MM. Cadillon, D. Delahaye, Lemaire.

M. Bouctot est chargé du rapport sur le projet tendant à accorder la franchise, sous certaines conditions, aux tapis d'origine marocaine.

L'ordre du jour appelle le projet, adopté par la Chambre, relatif au paiement au Trésor d'une fraction de la valeur des marchandises allemandes importées en France, ne pouvant excéder 50%.

M. le Président donne la parole à M. Touron, rapporteur.

M. Touron dit qu'il a fait un rapport court, parce qu'il y a autant de raisons en faveur du projet que contre celui-ci. Comme la commission s'est conclue à l'adoption pour des raisons d'ordre diplomatique, il n'était pas utile de faire une critique trop sévère. Il ajoute que la Chambre a introduit dans le texte du gouvernement des modifications très heureuses.



M. Bouron donne lecture d'abord de la partie de son rapport qui traite des considérations générales

MM. Bonnetot et Longe, tout en admettant que le vote s'impose comme mesure politique, font des réserves au point de vue des résultats économiques -

M. le D<sup>e</sup> Plichon voudrait qu'il y eût des dérogations pour tous les produits allemands indispensables à la reconstruction des régions dévastées -

M. le Président rappelle qu'en vertu du traité de Versailles, l'Allemagne devra effectuer les livraisons prévues en produits chimiques, etc. D'autre part le projet stipule que des dérogations pourront être insérées pour les articles utiles à l'industrie française.

M. Nüel demande si la taxe de 50% est indépendante des droits de douane ou se cumule avec eux -

M. Bouron répond que le gouvernement, ayant le droit de ne pas atteindre le maximum de 50%, pourra établir une surtaxe égale au maximum entre les 50% et les droits actuellement payés.

M. le Président, répondant à une autre question de M. Nüel, précise que le gouvernement aura le droit de taxer par espèces de produits.

M. Bonnetot s'informe des mesures prises depuis le 8 mars -



M. Bouron répond que, le projet n'étant pas voté, rien n'a encore été fait. Les lignes établies sur le Rhin n'ont pas de rapport avec ce projet.

M. Serre fait observer qu'en cette affaire les intérêts français et anglais ne sont pas identiques. Tandis que l'Angleterre a eu pour but d'empêcher les produits allemands d'inonder l'Angleterre, et de remédier ainsi au chômage, nous ne voyons dans l'opération qu'une mesure de coercition.

M. Plichon parle de la fusion du fonds commun entre les alliés.

M. Bouron réplique que c'est une question diplomatique, qui ne peut venir dans le sein.

On passe à la discussion des articles.

Les six premiers articles sont adoptés, après que M. le rapporteur eût signalé les différences entre le texte primitif et celui, plus heureux, établi par la Chambre des députés.

Sur l'art. 7, M. Bouron développe le commentaire de son rapport. Cet article institue des exceptions, c'est-à-dire des dérogations de droit. La date du 8 mars qui est prévue comme délai pour les marchandises commandées en celle que la conférence de Londres a fixée. C'est une convention diplomatique, à laquelle on ne peut toucher. A M. Niël qui s'inquiète pour les commandes complémentaires, M. Bouron répond que les dérogations



prévis à l'art. suivant pourront jurer dans ce cas -

M. Nuël : ne peut-on viser le cas et dire que la dérogation sera de droit ?

Plusieurs membres : Cesserait de l'être -

M. Bourm : Il est ~~est~~ difficile de ne pas accepter le texte tel quel.

L'art. 7 est adopté.

Sur l'art. 8, qui traite des dérogations, une discussion s'engage.

M. le C<sup>e</sup> Plichon voudrait voir supprimer l'obligation de passer par le « Comptoir Central d'achats », qui, dit-il, n'a pas toujours agi commercialement et par lequel les industries hésitent à passer.

M. Bourm n'est pas loin de penser comme M. Plichon. Mais il fait observer qu'il s'agit ici de dérogations générales pour tous ceux qui se servent du Comptoir d'achats. Les autres pourront se réclamer des dérogations individuelles, prévues à l'alinéa suivant.

M. Plichon réplique que cet alinéa ne vise que les achats « en cours d'exécution »

M. Donon voudrait que l'on ajoutât aux Ministères qui envoient des délégués à la Commission Interministérielle celui de l'Agriculture. Il vise ainsi la fourniture de sulfate d'ammoniaque, de nitrates synthétiques et de certaines



machines agricoles, que l'Allemagne seule peut fournir.

M. Bourm répond que le gouvernement se toujours liche de mettre un droit <sup>ou</sup> faible ou même de ne pas mettre de droit du tout. Il peut ainsi donner satisfaction à l'agriculture sans <sup>qu'on</sup> touche au texte. Toutefois, M. Bourm est disposé à glisser un mot dans son rapport à ce sujet, après accord avec le ministre.

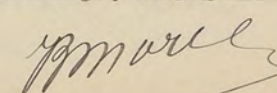
M. le Président ajoute que, d'ailleurs, la livraison de sulfate d'ammoniaque est prévue par le traité de Versailles.

M. le L<sup>c</sup> Plichon demande à M. le rapporteur d'attirer également l'attention sur la question des dérogations individuelles afin qu'elles ne soient pas limitées aux combats en cours d'exécution, ce qui concerne les régions dévastées.

M. Bourm propose de s'entendre avec le ministre pour interpréter les mots « combats en cours », comme s'appliquant à tout le matériel destiné à une usine en cours de reconstruction (assemblement général).

Après quelques explications sur l'art. 68 du traité de Versailles visé à l'art. 8 du projet, cet article, le suivant et l'ensemble du projet sont adoptés et M. le rapporteur est autorisé à déposer son rapport à la plus prochaine séance. [Le projet a été discuté et adopté par le Sénat le 21 avril]

La séance est levée à 16 h 30

Le Président  




## Communiqué fait à la Presse :

La Commission des Douanes du Sénat, réunie sous la présidence de M. Jean Morel, a examiné le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif au paiement au Trésor d'une fraction de la valeur des marchandises allemandes importées en France.

Après une ample discussion, elle a adopté sans modification le texte voté par la Chambre et a autorisé le rapporteur, M. Bourson, à déposer son rapport sur le bureau du Sénat et à en demander la discussion à bref délai.

---



Séance du mardi 26 avril 1921

La séance est ouverte à 14 h 30, sous la présidence de M. Jean Morel.

Sont présents : MM. Jean Morel, Mascaraud, Bonctot, Damecom, Gérard, Jallet, Maurice Guesnier, Plichon, Quesnel, Rolland.

L'ordre du jour appelle : 1° le projet de loi accordant la franchise aux tapis d'origine marocaine ou tunisienne (Rapporteur, M. Bonctot).

M. Bonctot donne lecture de son rapport.

Repondant à M. Maurice Guesnier, M. le Président insiste sur le fait que rien n'est changé au tarif de tapis d'Orient.

M. Albert Gérard demande si des garanties sont prises en ce qui concerne les tapis qui seraient fabriqués dans la zone espagnole.

M. le Président dit que la principale garantie est dans l'estampillage. Il ajoute que nous avons de nombreux avantages à favoriser les échanges entre le Maroc et la France. Cette mesure ne risque pas de concurrencer une industrie française similaire. ~~Elle~~ Il ne pourra y avoir concurrence qu'avec les tapis d'Orient.

En ce qui concerne la Tunisie, nous sommes liés, au



joint le me de échanges, par l'abri de 1890, qui a donné au protectorat certains avantages pour un contingent déterminé de vins, huiles d'olives, etc. Les tapis n'étaient pas compris dans ce régime. Désormais les tapis tunisiens jouiront des mêmes faveurs que les tapis marocains. Cependant il y a lieu de faire remarquer qu'il n'a pas été indiqué si un contingentement finera ou non.

Pour donner satisfaction à M. le L<sup>c</sup> Pichon, il est entendu que M. le rapporteur s'informera auprès de M. Figueira, au Ministère du Commerce, si des objections ont été formulées et, le cas échéant, sollicitera l'avis de la Chambre de Commerce de Bourgoing.

M. Bonetot est autorisé à déposer son rapport, après avoir pris les renseignements en question.

2<sup>e</sup> projet de loi portant ratification du décret du 19 nov. 1920 sur les conditions d'importation des viandes frigorifiées. (rapporteur, M. Quernel).

M. Quernel rappelle les termes du décret visé et de la circulaire du 29 nov. 1920 fixant les conditions d'application, puis il donne lecture de son rapport.

M. Darnecour estime que le décret était opportun à l'époque où il a été pris, mais qu'il serait dangereux de le maintenir. Il craint qu'une importation



exagérée ne mise grandement aux intérêts des producteurs.

M. le Président pense que le décret sera bientôt périmé, car on revient à grands pas à la liberté commerciale. On ne peut ne pas approuver le décret, car il n'y a pas doute qu'il a été pris pour le bien public. Mais il serait bon d'indiquer dans le rapport que le moment semble venu à la Commission de rétablir la liberté commerciale.

M. le l<sup>c</sup> Plichon pense de même.

Après une nouvelle intervention de M. Dancourt, qui insiste pour que le rapporteur indique le désir de la Commission de voir rendre la liberté au Commerce, ~~le~~ projet est approuvé et M. Quenel est autorisé, sous réserve de ces observations, à déposer son rapport.

La séance est levée à 45h45

Le Président.

Communiqué fait à la Presse:

*mmorel*

La C<sup>o</sup> des Douanes du Sénat, réunie sous la présidence de M. Jean Morel, a adopté le projet de loi accordant, sous certaines conditions, la franchise aux tapis d'origine marocaine ou tunisienne et le projet portant ratification du décret du 19 novembre 1920 relatif aux conditions d'importation des viandes frigorifiées. MM. Bouctot et Louis Quenel, rapporteurs, ont été autorisés à déposer leurs rapports.



Séance du Vendredi 27 mai 1921

La séance est ouverte à 14h30, sous la présidence de M. Jean Morel.

Sont présents = MM. Jean Morel, Imron, Noël, Donn, Bauctot, Colet, Dom. Delahaye, Denis, Gallet, Tapy, Maurice Guesnier, Guemel, Roland, Scheurer.

Excusés = MM. Olichon, Lederlin, Chauval.

I La parole est donnée à M. Noël, rapporteur général, pour donner connaissance de ~~ses~~ conclusions sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet de modifier l'art. 459 <sup>du</sup> tarif des Douanes, concernant les brideries mécaniques et autres.

M. le Rapporteur général dit qu'il a examiné la question des brideries avec beaucoup de soin. Il n'est pas favorable, quant au fond, à la proposition. Elle lui paraît avoir deux défauts : elle crée un précédent qui peut être redoutable et elle ne peut aboutir à un accord avec la Suisse. L'entente avec ce pays sera plus facile avec une modification du coefficient qu'avec une modification du prix de base.

M. le rapporteur général expose rapidement les états successifs de la législation douanière concernant les brideries. Les droits se sont montés insuffisants pendant la guerre, parce qu'il y a eu augmentation de prix <sup>américain</sup> par les causes échangées à la France. Depuis 1914,



les importations sont allées constamment en croissant, atteignant jusqu'à 200.000 Kilogs. Il s'est ainsi créé ~~un~~ stock, la consommation d'une année sur le marché français.

M. le Président ajoute qu'il y a eu interventions des qualifiés. Avant la guerre, on importait surtout des brideries fines. Depuis la guerre, on importe surtout des brideries ordinaires.

M. le Rapporteur général constate que les brideries sont moins protégées, par rapport aux coefficients, que les matières premières qui entrent dans sa composition. Il faudrait faire disparaître cette anomalie, établir une pérennité en faisant monter le coefficient de 3,5 à 5 pour les premières catégories de brideries et à 6 pour les brideries aériennes.

Il conclut qu'il faudrait de renoncer, au moins provisoirement, au système proposé par M. Dequise et se prononcer en faveur d'une modification des coefficients.

M. Bouron est d'accord avec M. le Rapporteur général sur les conclusions, mais il le prie de faire attention à certains détails. Nous sommes en présence, dit-il, d'un pays qui sait discuter ses intérêts. Les Suisses ont toujours été les courtiers de l'Allemagne pour les importations en France. Il faut leur faire savoir que le tarif proposé est bon.

Comme le projet serait inopérant vis-à-vis de la Suisse, M. Bouron ne croit pas qu'il soit nécessaire de donner un coup d'épée dans l'eau. Il voudrait toutefois que le rapport stipule qu'il faut entrer dans



L'ordre d'idées qui est celui de la proposition de la Chambre. On ne peut pas enclure au sein absolu de la proposition, parce qu'on illuminerait à St Gall. Il y a une question de droit, pour laquelle M. Durrer a pleine confiance dans le rapporteur général. Il faut dire que si l'on n'accepte pas tout de suite la proposition, on fait des réserves pour l'avenir, lorsque l'on examinera le tarif en bloc.

M. Durrer demande que le gouvernement prenne l'engagement de relever les coefficients et que le rapport ne soit pas déposé avant que le gouvernement ait pris cet engagement.

M. Japy signale que la Suisse vient de fermer la frontière à certains articles de la région de l'Est.

Il suggère que, en présence des stocks actuels, la même mesure soit prise par la France sur ce qui concerne les brickeres.

M. le Président fait remarquer que c'est une initiative qui appartient au gouvernement et que l'on ne saurait examiner cette question sans nuire au bon ordre de la discussion.

M. Dominique Delahaye estime que le Parlement doit se considérer comme une sentinelle vigilante et crier gare au gouvernement. Il appuie la proposition de M. Japy.

M. le Président réplique que son rôle est d'empêcher que la discussion ne dérive.

M. le Rapporteur général, à son tour, dit qu'il faut



pas sorti du cadre dans lequel on évolue. Si on expose à la Suisse que l'augmentation des coefficients n'est qu'une perpétuation, on aura quelque chance de succès.

Après une nouvelle observation de M. Japy, en faveur d'une politique de contenance jusqu'à ce que l'industrie soit revenue à une situation normale, M. le Président met aux voix les conclusions de M. Noël :

1<sup>re</sup> conclusion : Surseoir, pour le moment, à changer le tarif spécifique de base, opération d'ordre général que l'on pourra faire quand on sera revenu au régime normal. (Adopté).

2<sup>e</sup> conclusion : Le coefficient 3,5 n'établissant pas la péréquation, élever ce chiffre à 5 pour les broderies ordinaires <sup>sur coton</sup> et 6 pour les broderies sur tulle, chinures et aeriennes. (Adopté)

Enfin, conformément à la proposition de M. Couron, la Commission décide d'entendre à une prochaine séance la lecture du rapport et, avant le dépôt de celui-ci de demander au gouvernement s'il accepte les conclusions de la Commission.

II. - M. le Président rappelle qu'au cours de la précédente réunion, M. Bonetot avait été prié, pour déférer au désir de M. Pichon, de s'informer des sentiments de la Chambre de Commerce de Bourges au sujet du projet d'entrée en



franchise, sous certaines conditions, les tapis marocains  
et tunisiens.

M. Bonctot, rapporteur, donne connaissance de la réponse de la Chambre de Commerce de Bourcier qui lui est parvenue par l'intermédiaire du Ministère du Commerce. Cette réponse est absolument hostile au projet, comme pouvant nuire à l'industrie française des tapis. Elle s'appuie sur une lettre en ce sens de l'Union des fabricants de tapis de France, dont le siège est à Bourcier.

Malgré cette protestation, M. Bonctot maintient ses conclusions antérieures. Il estime que la demande que fait le gouvernement, d'accord avec le maréchal Lyauté, est absolument fondée. Les tapis dont il s'agit n'ont aucun rapport avec ceux de la région du Nord. D'autre part, il me paraît anormal d'empêcher nos colonies de vivre.

M. le Président rappelle les grands lignes du projet. Il ajoute que les crantes de la Chambre de Commerce de Bourcier s'expliqueraient s'il s'agissait de tapis d'Orient. Mais les tapis marocains n'ont pas d'équivalent en France.

MM. Fustane Denis, Codet, Japy et Noël estiment qu'un contingentement pourrait être prévu pour les tapis du Maroc comme pour ceux de Tunisie.

M. le Président fait remarquer que le principe du projet a déjà été adopté par la Commission. D'ailleurs il ne s'agit que d'une production très minime.



Si la Commission se prononçant pour l'introduction  
d'un contingentement, il conviendrait d'entendre  
sur ce point le ministre du Commerce.

A la majorité, la Commission se rallie à la  
suggestion de MM. Denis et Cochet et il est décidé  
que le ministre sera consulté en même temps  
sur les tapis indocains et sur les brideries.

III. - M. le Président fait connaître que le Secrétariat gé-  
néral de la Présidence du Sénat lui a soumis, et me en transfère  
éventuel à la Commission, diverses propositions de loi,  
qui avaient été renvoyées à des commissions spéciales, dont  
la disposition a été décidée.

Conformément à l'avis de M. le Président, la  
Commission estime qu'il n'y a lieu pour elle de retenir  
aucune de ces propositions. Deux d'entre elles <sup>ou anciennes</sup> ~~et une~~  
sur l'établissement d'un tarif de douanes minimum et  
l'autre tendant à l'abrogation de l'art. 5 de la loi du 5-7.36  
ont reçu satisfaction par le vote de la loi de 1892 et sont  
devenues sans objet. Deux autres, relatives au Commerce  
du beurre et au beurre de cacao, pourraient être soumises  
à la C<sup>te</sup> du Commerce ou à celle de l'Agriculture - et  
une dernière concernant les alcools de vin, peut être à la  
C<sup>te</sup> de l'Alcool.

IV. - M. le Président donne communication de diverses  
lettres :

Une note de l'association de l'industrie et de l'agriculture



françaises tendant notamment à conserver à la France sa liberté économique, à la stricte application de la loi du 29 juillet 19, à ce qu'aucun accord commercial ne soit conclu sans consultation des industriels intéressés, en renvoyant à M. le Rapporteur général.

Plusieurs protestations de l'industrie du papier relative au régime du papier journal et du papier d'édition sont également remises à M. le Rapporteur général.

M. Codet signale l'urgence d'une solution de la question du papier, car beaucoup de papeteries sont arrêtées, par suite de la stagnation des affaires et de la concurrence étrangère. Il demande que l'on entende à ce sujet M. Blanchet, député, président du Syndicat des fabricants de papier de France.

Il est décidé que M. le Rapporteur général se mettra en rapport avec M. Blanchet et lui demandera s'il lui serait agréable de venir devant la Commission des Douanes développer les arguments.

M. le Président donne encore connaissance d'une lettre de la Chambre de Commerce de St Etienne, signalant l'absence d'un coefficient suffisamment élevé pour l'industrie sidérurgique — d'une lettre de l'Union des importateurs de la métallurgie en tous métaux — d'une lettre de la Chambre syndicale des manufacturiers en toiles et sacs, à Marseille, se plaignant de l'insuffisance du tarif minimum — d'une lettre du Syndicat de Commerce de sucres signalant la concurrence du sucre étranger. Ces divers documents sont remis à M. le Rapporteur général.



Un vœu du Conseil général de la Haute Saône  
concernant les zones franches et hausses à M.  
Bompard.

V. M. le Président annonce que la Commission  
vient d'être saisie d'un projet, adopté par  
la Chambre des Députés, portant ratification des  
décrets des 4 et 17-7-20 et du 12-8-20, prohibant  
la sortie et la réexportation de divers produits.

M. Luis Quemel en charge du rapport -

VI. M. Dom. Delahaye signale que la matière des fûts  
retors est frappée plus fort (coeff. 5) que le  
produit fabriqué (coeff. 3.5).

M. le Président lui répond qu'un décret prochain  
lui donnera satisfaction.

VII M. Bouctot, à propos d'une interview de M. Haudou, parle du paiement des droits en or, en faveur  
duquel la Commission des Douanes de la Chambre  
s'est prononcée d'une façon précise. Elle se heurte  
à l'opposition du Ministère des Finances, qui craint  
des refus d'entrée.

M. Japy rappelle que l'Angleterre, l'Espagne, l'Italie



exigent le paiement en or.

M le Président prie M le Rapporteur général d'indiquer  
cette question.

La séance est levée à 16 h 29

Le Président

pmare



## Séance du mardi 7 juin 1921

La séance est ouverte à 15 heures, sous la présidence de M. Jean Morel.

Sont présents : MM. Jean Morel, Maël, Brunon, Chanaud, Balm-Cheraye, Bachelet, Bompard, Bouctot, Cardon, Gaston Menier, Cidet, Ernaud, Gallot, Gérard, Tapy, Potié, Guenel, Rolant, Scherer, Lere.

Incusés : MM. Mascaraud, Tederlin, Jean " " "

Audition — de Monsieur

Lucien Dior, ministre du Commerce et de l'Industrie, assisté de Monsieur

Tighiera, Directeur des affaires commerciales et industrielles au ministère du Commerce ; — et de Monsieur Bolley, Directeur général des Douanes au min. des Finances

sur : 1° la proposition de loi modifiant le tarif douanier des brideries mécaniques et autres ;

2° le projet de loi accordant la franchise à certains tapis marocains et tunisiens.

I. — M. le Président remercie M. le Ministre et M. le Directeur des affaires commerciales d'une part, M. le Directeur général des Douanes d'autre part d'avoir bien voulu répondre à l'appel de la Commission. Il rappelle dans quelles conditions la proposition de loi modifiant le tarif douanier des brideries a été votée par la Chambre.



dans une séance du matin, sans discussion, signale la protestation, qui a suivi, du Ministère des finances, et ajoute que la Commission a examiné la question en elle-même sans se laisser influencer. Elle a pensé que la dentelle française méritait toute la sollicitude du Parlement, mais que la proposition était excessive et serait inopérante vis à vis de notre principal concurrent. Elle est inopportune aussi, car le vernet n'est pas venu de modifier les droits spécifiques. Mais si elle s'écarte, pour le moment, la proposition de la Chambre, la Commission entend néanmoins apporter un remède à la situation de la broderie : elle propose d'élever de 3,5 à 5 le coefficient concernant les broderies de coton et à 6 le coefficient des broderies sur tulle.

M. le Ministre déclare qu'au moment où la proposition est venue devant la Chambre il y avait parmi les industriels du Nord un grand découragement. Il n'aurait pas pu dire en séance toute sa pensée et il n'a pas été appelé devant la Commission. Aujourd'hui il dira tout son sentiment. Il estime que la proposition risque d'avoir une grave répercussion : 1° sur nos relations économiques avec la Suisse - 2° sur notre exportation de lingerie.

En ce qui concerne la Suisse, il sera excellent pour négocier et leur faire accepter une majoration de coefficient, d'après la menace de la proposition, en suspens devant le Sénat. Mais la véritable solution sera la révision du tarif Sonauer, qu'il faudra mettre sur le chantier à bref délai.

M. le Ministre ~~laisse~~ la parole, en ce qui concerne les détails, à M. Fighiera.

M. Touron tient, auparavant, à dire qu'il est d'accord avec M. le Ministre sur la nécessité d'être armé pour discuter avec la Suisse. C'est la seule question qui compte ;



selon lui, car il n'y a pas d'inconvénient à ce qu'on fasse payer un peu plus cher un article de luxe, pour permettre à l'industrie française de se reconstruire.

M. Fighiera dit que la commission interministérielle des coefficients a depuis longtemps examiné si la broderie sur coton pouvait justifier un coefficient 5. Elle a trouvé ce coefficient excessif et s'en est arrêtée à 3,5. Il y a bien un coefficient 5 sur les fils de coton, mais en raison de la baisse mondiale des fils, il ne pourra pas être maintenu et il est difficile dans ces conditions de se prendre comme base pour le coefficient des broderies de coton.

M. Touron réplique que les coefficients actuels des fils ne lui paraissent pas exagérés. Car ce qu'on taxe ce n'est pas la valeur de la matière, mais le travail incorporé. Si la matière a baissé, le travail incorporé est resté le même. L'orateur insiste pour les coefficients 5 et 6 et même 6 1/2, pour protéger l'effort considérable tenté actuellement pour relever en France une industrie de luxe essentiellement française et susceptible de perdurer, qu'on en dise, tous les articles.

M. le Ministre donne connaissance d'une communication du Ministère des affaires étrangères signalant une protestation de la Suisse contre la proposition déguisée, qu'elle déclare être contraire à la convention de 1906.

M. le Président fait remarquer que la question ne se pose plus de la même façon.

M. le Ministre... En effet et sous avis en raison de garder l'existence à la Chambre; cela nous permettra d'utiliser



cette monnaie d'échange.

M. Bourin serait volontiers moins méfiant s'il ne s'agissait que de produits suisses. Mais il craint que par la Suisse ne s'introduisent en France des produits d'Allemagne.

M. le Président signale à ce propos une affirmation selon laquelle la fraude s'exercerait par le territoire de la Sarre.

M. le Directeur gén. des Douanes répond que c'est une légende, car le certificat d'origine ne sera pas délivré dans ces conditions.

A M. Scheurer, qui montre l'intérêt de l'exportation faite par la Confédération, M. le Ministre signale que la lingerie et les articles confédérés ont fourni à l'exportation en 1920 : 1.626 millions.

M. Tournon fait remarquer qu'il y a dans ce chiffre beaucoup d'exportations transitaires où seul le travail de l'industrie est français.

M. Tapy ayant demandé quels moyens étaient pris pour empêcher les Suisses d'acheter des marchandises en Allemagne et de les renvoyer en France, M. le Directeur des Douanes déclare que son service entretient en Suisse des agents techniques qui surveillent tout ce qui se passe dans les usines et ne délivrent les certificats qu'à bon escient. On a donc de ce côté toute sécurité. Il peut y avoir de la contrebande, mais pas de fraude.

M. le Ministre indique que les importations en tissus de



coton et en broderies a été en 1920 de 580 millions au total, à mettre en regard des 4600 millions d'exportation de confections. Or, même si tout ce que nous avons importé avait été réexporté, il resterait encore une différence de 1100 millions.

M. Brunon y met la preuve que les confectionneurs ont moins baissé leurs prix que les industriels.

Revenant à une question de M. Totté, M. le Ministre dit que si le droit de 50% sur les marchandises allemandes n'est pas encore appliqué, cela tient à ce que la commission des dérogations n'a pas encore été nommée. Mais on a pu se protéger contre les Allemands le triplement du tarif général, celui, avec le coefficient 4 ou 5 fait 12 ou 15 fois le droit d'avant-guerre.

M. le Directeur général de Douanes signale la nécessité de démontrer aux Suisses que le coefficient 5 est bien une pérennisation et non pas une surtaxe. Il avait pensé qu'il serait peut-être plus expédient d'appliquer la même procédure à la broderie qu'aux pianos et aux phonographes et il avait envisagé un droit de 15% ad valorem, qui doublerait la protection d'avant-guerre. Celle-ci était de huit pour cent, pas davantage.

M. le Rapporteur général dit que le droit fixé en 1910 était insuffisant; si on maintient la pérennisation, le droit obtenu serait plus insuffisant encore pour protéger une industrie aux prises avec les difficultés actuelles. Il faut absolument améliorer la situation.



M. le Directeur général des Douanes en convient. Mais il ne veut pas, ni disqualifier les coefficients par un excès.

M. le Président, pour résumer, appelle l'attention du Ministre sur les points principaux =

D'abord le régime actuel de la broderie est insuffisant pour la protéger, en raison non seulement de l'élévation de la matière première, mais, comme l'a dit M. Brun, de la charge supplémentaire que l'augmentation des salaires fait peser sur la production.

M. Brun ajoute : et de la disparition de la main d'œuvre, car il faut refaire un personnel.

M. le Président relève cet argument. Il ajoute que l'industrie de la broderie est en pleine reconstruction et que c'est une lourde charge dont il faut tenir compte. Enfin, il est anormal que le coefficient de la matière première soit plus élevé que celui du produit fini. La Commission compte donc sur le M. le Ministre pour que la broderie française reçoive la protection désirable.

Le rapport sera rédigé, mais ne sera pas déposé tout de suite pour ne pas éveiller l'arme qui doit servir contre la Suisse.

M. le Rapporteur général lit ses conclusions :  
ajournement de la proposition ; demande d'élévation immédiate du coefficient des broderies à : 5 pour les broderies sur tissu de coton, 6 pour les broderies sur tulle ; 6 1/2 pour les broderies chimiques ou aérées.



M. le Ministre demande à être saisi des décisions de la Commission, pour s'en servir dans les tractations avec la Suisse et en même temps pour établir le lien avec la Chaumie.

M. le Président lui en fait la promesse.

II. En ce qui concerne le projet de loi relatif aux tapis marocains et tunisiens, M. le Président développe devant le Ministre les raisons qui ont amené la Commission à désirer un traitement égal pour les deux protectorats en ce qui concerne le contingentement. Ce contingentement pourra d'ailleurs comprendre la totalité de la production, et le gouvernement le juge bon.

M. Bonpar signale également l'obligation imposée aux tapis tunisiens d'être fabriqués avec des laines de colons de grand teint, ainsi que cela n'est pas imposé aux tapis marocains. La même règle devrait être appliquée à tous et cela dans l'intérêt même des tapis marocains qui sont désqualifiés s'ils sont teints à l'auiline.

M. le Ministre expose les raisons qui ont incité le gouvernement à développer et à perfectionner la fabrication des tapis dans l'Afrique du Nord. Il accepte, en ce qui concerne son département (car la question regarde aussi les Affaires étrangères) les deux suggestions.

M. Fighiera dit que la condition de qualité des couleurs a été imposée à la Tunisie pour maintenir la valeur des tapis de Kairouan.



M. le Président rappelle l'effort récent fait au Maroc pour la renaissance de la fabrication familiale des tapis, sous l'impulsion du résident général. Rien n'empêche que les deux protectorats soient soumis aux mêmes règles. C'est une question de rédaction. Le rapporteur, M. Bouctot, trouve facilement un texte qui donne satisfaction à ce désir.

III. - M. le Président demande à M. le Ministre du Commerce si le décret fixant les nouveaux coefficients de majoration paraîtra bientôt au Journal officiel.

M. le Ministre répond que la publication et par conséquent la mise en vigueur des nouveaux coefficients aura lieu à bref délai. Mais de légères modifications ont dû y être apportées, pour donner satisfaction à des réclamations d'une puissance amie [l'Angleterre]. C'est ainsi qu'on a dû amener, au lieu de fixer des coefficients temporaires pour une période indéterminée, à insérer une date, à dire qu'ils auront leur effet jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1922. La raison en est que ces coefficients ont été calculés sur les valeurs de 1920, qui ne seront probablement plus exactes à la fin de 1921.

M. le Président fait remarquer que ce n'est qu'une satisfaction apparente, le gouvernement ayant toujours le droit de modifier les coefficients de majoration.

M. le Directeur gén. des Douanes appuie cette observation.

M. le Ministre réplique qu'il s'agit simplement de donner



aux étrangers les sentiment que ces coefficients, qui augmentent considérablement le prix de douane, ne sont, dans l'esprit du gouvernement français, que temporaires.

M. le Directeur des affaires commerciales et M. le Directeur général des Douanes échangent leurs vues à ce sujet et M. Fournier regrette que la France consulte sur ces questions ses concurrents économiques.

M. le Ministre réplique que le seul moyen de mettre fin au tournoi qui se continue tous les jours entre la France et ses voisins, sera d'abandonner la politique des coefficients et de refaire le tarif douanier. (assentiment)

IV M. Boncompagni demande au Ministre où en sont les négociations avec la Suisse relativement aux zones franches.

M. le Directeur des affaires commerciales répond que les délégués du gouvernement suisse ont admis le point principal, le transport de la frontière douanière à la frontière politique. Des négociations françaises sont actuellement à Berne. Ils ont revendu à Paris prendre de nouvelles instructions et repartiront à Berne pour terminer l'accord.

M. le Directeur général des Douanes ajoute que, malheureusement, les Suisses mettent à cette acceptation du transfert des conditions exorbitantes; ils parlent de ce principe que c'est une concession énorme qu'ils nous font et que les tarifs de 1874 et 1891 ne sont pas caducs.

M. le Président et M. le Ministre déclarent cette



présentés inadmissibles. Le seul point du gouvernement est de passer outre.

M. Bonpar demande si l'arbitrage en de nouveau mis sur le tapis.

M. le Directeur des affaires commerciales et M. le Directeur des Douanes déclarent que la question d'arbitrage ne peut pas se poser, parce qu'une affaire de souveraineté ne peut pas être soumise à des arbitres. Le gouvernement français l'a fait savoir à la Suisse.

M. Bonpar précise que la question s'applique aux modalités de détail.

M. le Dr. des affaires commerciales répond qu'il ne croit pas qu'on puisse soulever la question de l'arbitrage sur de tels points. Cesserait excessif.

Répondant à une autre question de M. Bonpar, M. le Directeur général des Douanes déclare que le même régime sera étendu à toutes les zones.

M. le Ministre et MM. les Directeurs prennent congé.

La séance est levée à 17h 45.

Le Président

[ Cette séance a été sténographiée ]

*mmare*



Séance du mardi 14 juin 1921

La séance est ouverte à 15h30 sous la présidence de M. Jean Morel.

Sont présents : MM. Jean Morel, Noël, V<sup>e</sup> Cléchin, Bonetot, Maurice Guesmier, Babin-Cheraye, Japy, Lem Rolant, Damecom.

Excusés : MM. Scheurer, Cadilhac, Lédérin.

I. - Rapport de M. Bonetot sur le projet de loi accordant la franchise à certains tapis marocains et tunisiens.

M. Bonetot rappelle qu'il avait présenté à une précédente séance un rapport provisoire concluant à l'adoption du texte voté par la Chambre. La Commission avait décidé - le ministre étant d'accord avec elle - d'apporter deux modifications par une retouche à l'art. 1 et un article 6 additionnel, pour assimiler la réglementation marocaine à celle appliquée à la Tunisie. (rempli de colons de grand teint et établissement d'un contingentement). Le rapport provisoire a été remanié en ce sens.

M. le rapporteur en donne lecture.

A propos de l'art. 3, M. Babin Cheraye demande s'il n'y a pas lieu d'exprimer l'application à la Tunisie. M. le Président lui répond que la loi de 1890 donne toutes garanties à ce sujet.

Les différents articles de l'ensemble du texte sont



adoptés et M. le Rapporteur en autorise à déposer son rapport et à le faire mettre à l'ordre du jour le plus tôt possible.

## II. Rapport de M. Noël, rapporteur général, sur la proposition de loi modifiant le tarif de Douanes en ce qui concerne les borderies mécaniques et autres.

M. le Rapporteur général donne lecture de son rapport, qui est adopté. Il en autorise à le déposer, mais il en décide que la demande de mise à l'ordre du jour ne sera faite qu'après entente avec le ministre, pour ne pas gêner celui-ci dans ses pourparlers avec la Suisse.

## III. Rapport de M. Noël sur le projet de loi relatif aux droits de sortie des animaux des espèces chevaline, asine et mulassière.

M. le Rapporteur lit son rapport.

Après quelques observations de M. Darnecour, qui signale que le prix des chevaux a baissé d'un tiers en Normandie et en Bretagne et de M. Tappé, qui se plaint du prix de transport excessif des chevaux, le rapport est adopté. M. le Rapporteur en autorise à le déposer et à en demander la mise à l'ordre du jour le plus tôt possible.



IV.. M. Japy attire de nouveau l'attention sur la situation des fabricants de papier.

M. Noël dit que M. Blanchet, président du Syndicat, qui devait venir le voir aujourd'hui s'en fait remplacer par le secrétaire du Syndicat, M. Clément. Celui-ci lui a remis une note, réclamant le coefficient 3, d'accord avec la presse.

M le Président duquel on convoquera M. Blanchet devant la Commission.

La séance est levée à 16h 55

le Président

more



## Séance du mardi 21 juin 1921

La séance est ouverte à 16h. sous la présidence de M. Jean Morel.

Sont présents : MM. Jean Morel, Huil, Brucot, Donn, Damecru, Lere, Cotel, Delahaye, Marnre Juesma, Roland, Eugène Chaval, Coudélongue.

Excusé : M. Leberlin.

### I. Examen de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à prohiber l'importation en France et en Algérie des plants et boutures de vigne.

M. le Président expose la question de l'importation en France et en Algérie des plants étrangers, notamment espagnols et les raisons qui ont motivé le dépôt de la proposition. Il pense qu'il faut faire confiance à M. Viala, rapporteur de la proposition à la Chambre, M. Viala a, depuis 30 ans, étudié la question à fond. Il a contribué lui-même pour une grande part à la reconstruction des plants. La mesure proposée, pour la défense des pépiniéristes viticulteurs, est une mesure d'ordre uniquement économique. Aucun intérêt financier n'est en cause, les plants étrangers étant actuellement en fauchette.



M. Serre rappelle qu'il représente une région où se fait un grand commerce de plants de vigne. Il connaît donc particulièrement la question et il est complètement favorable à la proposition. Elle se justifie par plusieurs raisons : d'abord, en laissant intervenir des plants espagnols, on donne à nos clients de l'est de l'Europe la tentation de s'adresser directement à l'Espagne, à moins de frais et on renforce leur confiance dans l'excellence de nos produits. Ensuite, l'Espagne interdisant depuis 1914 l'importation des plants français, il en excessif de continuer à lui acheter. Enfin, il n'y a pas à craindre une élévation de prix. La concurrence joue suffisamment et M. Serre en donne des exemples pris dans son propre département (le Vaucluse).

M. Serre ajoute que si l'on veut donner satisfaction aux pépiniéristes viticulteurs, il faut la donner tout de suite ; car c'est à l'époque actuelle que l'on commence à acheter du "bois". Après juillet, ce sera trop tard.

M. Donon précise que les viticulteurs français n'ont pas intérêt à acheter en Espagne des plants, c'est à dire des greffes, mais à un certain moment, on a pu penser qu'il y avait intérêt à y acheter des boutures, c'est à dire des porte greffes, lesquels ne poussent bien que dans les pays de soleil. Puisqu'on en trouve en Provence, il n'y a plus de raison de s'adresser à l'Espagne. En ce qui concerne les producteurs directs, on fait des essais depuis longtemps. On touche actuellement au but. Il existe des hybrides franco-américains, qui permettent non pas de produire des vins analogues aux grands vins français, mais de produire un vin très satisfaisant pour la consommation personnelle.



Il n'y a donc pas besoin de l'envoyer.

M. Serre rappelle que le précédent ministre de l'agriculture, M. Ricard, avait élevé des objections, mais que le ministre actuel, M. Lefebvre du Roy, non seulement ne fait pas opposition à la proposition, mais a même demandé à la Commission d'agriculture de la Chambre de faire diligence.

M. le Président dit qu'en effet, à la Chambre, c'est à la Commission de l'agriculture que la proposition a été renvoyée pour le fond et à la Commission des Douanes pour avis. Au Sénat, la Commission des Douanes a été saisie pour l'examen au fond. M. le Président ne pense pas qu'il y ait lieu de consulter la Commission de l'agriculture, car ce serait perdre du temps (approbation).

Après quelques observations de MM. Donon, Codet, Serre et de M. le Président, le texte de la proposition est adopté.

M. Serre est chargé du rapport. Il lui en fait confiance pour le rédiger et le déposer, sans en donner lecture à la Commission et pour en demander la mise à l'ordre du jour avant la séparation.

II. M. Donon est chargé de rapport sur le projet tendant à rendre trois décrets prohibant la sortie et la réexportation de divers produits (futailles vides, alambics, foudres, etc.)



88  
III. - Sur la demande de M. Serre, il est décidé que celui-ci fera à la prochaine séance une communication sur l'avis donné par la Commission du Commerce au sujet de la proposition « adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés, peut-être à modifier et à compléter la loi du 11 janvier 1892 (art. 15), relative à l'établissement du tarif général des douanes »

M. le Président fait remarquer en effet qu'il est préférable qu'un accord intervienne entre les deux commissions. Il demande toutefois que le texte proposé par la C<sup>te</sup> du Commerce lui soit communiqué officiellement (approbation g<sup>le</sup>) -

La séance est levée à 17 heures.

Le Président,

*M. Serre*



## Séance du mardi 28 juin 1921

La séance est ouverte à 14 h 30 sous la présidence de M. Jean Morel. Président.

Sont présents : MM. Jean Morel, Noël, Bourin, Chanaud, Babin-Cheraye, Bachelet, Boupaud, Bouctot, Collet, Damecour, Delahaye, Denis, Forge, Julesmei, Plichon, Roland, Scheurer, Serre.

Excusé : M. Leberlin.

L'ordre du jour appelle une communication de M. Serre relative à l'avis formulé par la Commission du Commerce sur la proposition tendant à modifier et à compléter l'art. 15 de la loi de 1892 sur le tarif général des douanes - (n° 454)

M. le Président rappelle l'état de la question. Il s'agit d'une proposition de M. de la Trémoille déposée sur le bureau de la Chambre le 16 juin 1919 - Adoptée le 12 juin sans discussion, cette proposition est venue devant le Sénat - (rapporteur, M. Morel) - Modifiée par le Sénat, modifiée à nouveau par la Chambre, elle est revenue devant la Haute Assemblée et a été l'objet d'un nouvel examen par la C<sup>om</sup> des Douanes. M. Noël, rapporteur général, a rédigé un premier rapport les documents devant les conclusions de la Commission. Mais M. Dior a demandé que ce rapport ne soit pas discuté avant qu'il ait été entendu. A la



Suite de cette audition, un rapport complémentaire a été <sup>rendu</sup> nécessaire.

M. Terre fait ensuite connaître l'avis de la Commission du Commerce (n° 454)

Une discussion s'engage à propos de la modification suivante, proposée à l'art. 2 par cette commission :  
Au lieu de : « peuvent être saisis soit à la diligence de l'administration des Domaines, soit à la requête du Ministère public... » mettre : « peuvent être saisis, soit à la requête de l'administration des Domaines, soit à celle... »

M. Terre explique que la Comm. du Commerce et son rapporteur ont voulu que l'administration des Domaines prenne elle-même l'initiative des poursuites et qu'il n'y ait pas de confusion sur ce point -

M. Lange fait remarquer que la différence entre les deux expressions est <sup>en effet</sup> considérable. Si c'est « à la requête », l'administration des Domaines elle-même peut poursuivre. Si c'est « à la diligence », elle sollicite le parquet, mais elle ne poursuit pas de sa propre initiative.

Après les observations de MM. Noël, Guerin, Jean Mirel, la commission adopte le texte suivant :  
« soit à la requête de l'administration des Domaines, soit à celle du Ministère public, ou tout autre intéressé... ».

M. Terre, continuant son exposé, signale la suppression de l'art. 3 relatif aux certificats



d'origine, sur la demande même de l'administration  
des Domaines.

M. le Président s'étonne que lorsqu'il est venu  
devant la Commission le Dir. gén. des Domaines n'ait pas  
exprimé cette opinion. Il montre les inconvénients  
de la suppression proposée. Le certificat d'origine  
portant l'enseigne consulaire donne des garanties contre  
des fraudes possibles de la part de etas de l'Europe  
centrale.

M. Serre répète que c'est à la demande du Dir. gén.  
des Domaines que la Com. du Commerce a prononcé la  
suppression. Il ne croit pas que cette commission  
insiste sur ce point et promet de lui faire part  
des observations qui viennent d'être présentées.

M. le rapporteur général appuie les observations de  
M. le Président et maintient le texte primitif.  
Ce maintien est adopté par la Commission à  
l'unanimité.

L'addition à l'art. 1 des mots « autres que celles  
imposées pour faciliter la bonne expédition des  
marchandises » (il s'agit des indications mises sur les  
cotés) proposée par la Com. du Commerce est  
acceptée par la Commission des Domaines - Un  
amendement en ce sens sera déposé.

De même est acceptée, sous réserve d'une vérifica-  
tion que fera M. Serre, une modification relative  
au droit pour les syndicats intéressés de représenter  
parties civiles.



M. le Président fait observer que, ces modifications devant être apportées sous forme d'amendement et l'accord étant établi, il lui semble que M. le Rapporteur fasse un rapport complémentaire.

M. le Rapporteur en est autorisé à demander l'inscription de la proposition à la première séance de la semaine prochaine.

II. - M. Codet signale le mouvement protectionniste qui se manifeste aux Etats-Unis et <sup>payé par</sup> l'envoi en France d'une commission américaine chargée, sous le couvert d'achat, de se rendre compte des prix possibles de vente. Il suggère que le gouvernement français envoie, à son tour, aux Etats-Unis six ou sept agents temporaires choisis par les Chambres de Commerce les plus importantes parmi des commerçants. Le gouvernement se serait préoccupé de la question et aurait l'intention d'envoyer des agents commerciaux. Mais M. Codet craint que ces fonctionnaires ne soient pas suffisamment compétents pour cette enquête et préfère que le choix soit fait par les Chambres de Commerce elles-mêmes.

M. le Président répond qu'il comprend fort bien le sentiment du gouvernement américain, <sup>qui désire se</sup> renseigner sur les prix d'achat et de vente, parce que les droits en Amérique sont payés "ad valorem". Comme en France nous avons le tarif spécifique, il ne lui paraît pas l'utilité du déplacement demandé par M. Codet. L'intérêt ne serait qu'indirect, en vue de préparer de nouvelles conventions. Mais alors cela regarde le ministre. Pour donner satisfaction à M. Codet,



M. le Président suggérera au Ministre que les  
Chambres de Commerce, dans ce cas, soient appelées  
à présenter ces ouvrages spéciaux, à titre officieux (assent)

À la demande de M. Cortet, M. le Président entretiendra également le Ministre de la question du papier.

Il renouvelera en même temps ses démarches au  
sujet du retard apporté à la mise en vigueur des  
nominations de coefficients.

La séance est levée à 4 heures

Le Président



Séance du mardi 8 novembre 1921

La séance est ouverte à 14h30, sous la présidence de M. Jean Morel, président -

Sont présents. MM. Jean Morel, Noël, Maurice Presnais, Lem Roland, Bonclot, Bonipart, Duhan, Cadet, Cadillon, Darnecour, Delahaye, Louis David, Plichon, Gaston Menier.

Excusés : MM. Ornon, Quenel, Lederlin

I L'ordre du jour appelle l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à relever au même taux qu'en France les droits de douane qui frappent les denrées coloniales importées en Algérie. (n° 659 de 1921)

M. le Président expose l'économie du projet. Le régime défavorable actuel à l'égard de certains produits trouve sa justification dans le souci de ménager les indigènes algériens, qui, grands consommateurs de ces produits, étaient déjà frappés d'impôts spéciaux auxquels les populations européennes n'étaient pas assujetties. Actuellement la réforme fiscale ~~et~~ établit la péréquation des charges entre tous les habitants de l'Algérie. Il n'y a donc plus de raison pour que tous les produits coloniaux ne soient frappés également des mêmes droits qu'en France. Le gouvernement espère recueillir de cette mesure un supplément de ressources de 6 millions par an.

MM.



M. Baetot demande si l'importation par terre est suffisamment surveillée et, l'autre part, si les droits de sortie subsistent -

M. le Président répond que le premier point n'est pas très dangereux et qu'en tout cas c'est une préoccupation qui demande une généralisation à toutes les denrées - Quant aux droits de sortie, M. le Président a M. le Rapporteur général s'en informeront -

M. Noël donne lecture de son rapport, déjà déposé le 27 octobre.

La mise à l'ordre du jour d'une prochaine séance sera demandée.

II. M. le Rapporteur général annonce que le gouvernement avait demandé avant les vacances qu'on surseût au dépôt du rapport sur les broderies mécaniques. Le service des procès-verbaux ayant réclamé le bon à tirer, M. le Rapporteur, d'accord avec M. Guin, vice-président, en l'absence de M. le Président, a donné le bon, le motif qui avait justifié le sursus ayant disparu -

III M. le Président fournit des explications au sujet du droit du gouvernement d'accorder des dérogations par décret. Ce droit cessera au 31 décembre -



IV. M. Bonetot demande les mesures que le gouvernement compte prendre au sujet du trafic qui se fait dans les pays occupés, par suite de l'effondrement du mark.

M. le Président répond que la question pourra être posée au Ministère du Commerce, lors d'une audition prochaine.

V. L'ordre du jour appelle la proposition tendant à modifier l'article 15 de la loi de 1892 sur le taux des données. (Communication du Ministère des finances).

M. le Président rappelle les vicissitudes de la proposition. Une première fois déjà, elle avait été retirée de l'ordre du jour, deux heures avant la discussion, à la demande du ministre. C'était le Directeur de la propriété industrielle qui voulait y apporter des modifications. Le ministre a été chargé devant la Commission. On s'était mis d'accord. Le rapport supplémentaire a été déposé. Remise à l'ordre du jour, la proposition a été retirée de nouveau, à la veille de la séparation, cette fois à l'instigation du Directeur général des finances. Le 30 septembre dernier, le Ministère <sup>des finances</sup> a adressé à M. le Président une note très longue développant les raisons pour lesquelles il demandait une nouvelle rédaction. A cette note étaient joints deux textes entre lesquels la Commission pourra choisir. Ces deux textes ont été étudiés par M. le rapporteur général.

M. le rapporteur général compare individuellement, article par article, les premiers de ces deux textes avec le texte



proposé d'une part, d'autre part l'avis de la Commission du Commerce, rédigé par M. Terre et des amendements de M. Delmele -

Il s'annonce que le gouvernement, après avoir demandé la disjonction des art. 3-4 et 5 dans son premier texte, les accepte dans un deuxième texte qui se rapproche beaucoup de celui de la Commission des Douanes. Il n'y a que des différences de rédaction sans importance. M. le Rapporteur général propose des y rallier et de demander au gouvernement si l'accord en, cette fois, complet.

M. Noël en prie de préparer une étude de ce projet. La Commission attendra, avant de prendre une décision définitive, d'avoir entendu le ministre du Commerce.

VI. - M. Flichon, revenant sur l'expiration, au 31 déc. du droit de gouvernement d'accorder des délégations par décret, estime qu'il serait dommage, dans les circonstances actuelles et en présence d'un effondrement du marché, de se priver du système brutal, mais rapide, des prérogatives gouvernementales, le contrôle ~~du~~ du Parlement restant entier. Ce serait une question à examiner avec le gouvernement.

M. le Président - nous pourrions en entretenir le ministre du Commerce, lors de son audition (assemblement) -

Revenant à la crainte émise par MM. Bouctot, Buhan et Damecann, M. Flichon propose que la Commission insiste auprès du ministre du Commerce pour qu'il n'use de son pouvoir de délégation que dans une collaboration très étroite de ses services avec les commissaires des Douanes (approbation).



VII. M. Noël demande si le gouvernement se préoccupe du tarif minimum.

M. le Président répond qu'il n'a aucune information sur ce sujet. On pourra interroger aussi le ministre sur ce point.

VIII. M. le Rapporteur général en charge' de rapporter les projets

n° 312. Coefficients de majoration des droits de douane en ce qui concerne les "autres produits réfractaires", etc.

n° 313. Sortie et réexportation de divers produits.

n° 527. /tarif d'importation des Indo-Chine et de Madagascar

n° 563. /prohibition d'exportation des colonies.

M. le Rapporteur général en autorise' à déposer le rapport sur le droit d'entrée afférent aux voitures automobiles pesant 2.500 kg. et moins et à en demander la mise à l'ordre du jour, les raisons qui avaient motivé la suspension du dépôt n'existant plus.

IX. M. le Président annonce que la Chambre a adopté, dans le texte du Sénat, le projet relatif aux tapis chérifiens.

Il donne connaissance de diverses lettres qui sont transmises à M. Noël (sur le papier, sur les intent. de



Nat. Unis), Ellichon (aciéries et forges, int. et sacs),  
 Buhan (bois), Chauval (orde).

Répondant à M. Darnaud, M. le Rapporteur gén.  
 donne des renseignements sur le projet relatif aux  
 droits desortie des animaux de espèces chevaline, voté  
 par le Sénat le 25 octobre.

M. le Président dit que le gouvernement a le droit  
 de suspendre ces droits desortie par décret.

X. M. le Président rend compte de la démarche faite  
 il y a huit jours auprès du Président du Conseil  
 et du Ministre des Colonies par la délégation inter-  
 parlementaire, au sujet des rappports douaniers  
entre l'Inde-Chine et le Japon, que ce pays  
 avait eu l'intention de poser devant la Conférence  
 de Washington.

M. Briant a reçu la délégation la veille de son  
 départ, M. Larraut quelques jours auparavant.  
 Tous deux ont donné l'assurance que la question ne  
 serait pas posée.

La séance est levée à 16 heures

Le Président



Séance du mardi 15 novembre 1921

La séance est ouverte à 15 heures, sous la présidence de M. Jean Morel.

Sont présents : M. Jean Morel, Noël, Flichon, Donon, Scheurer, Lederlin, Tapy, Duclot, Guernel, Guernier, Darnecour, Tobié, Bachelet, Delahaye.

M. le Président annonce que M. le Ministre du Commerce et M. le Directeur général des Douanes ont accepté d'être entendus par la Commission le mardi 22 novembre.

L'ordre du jour appelle une série de propositions et de projets dont les rapports ont été confiés à M. le Rapporteur général et à M. Donon.

I. En ce qui concerne la proposition Stille relative au régime des admissions temporaires, l'examen en avait été ajourné pour qu'elle puisse être liée à la réforme générale de la loi douanière - Mais M. Scheurer fait observer qu'il y aurait intérêt à l'étudier. En effet, elle permettrait d'unifier et d'étendre à tout le territoire un régime qui fonctionne déjà en Alsace et en Lorraine et elle offrirait la possibilité de préparer de grands courants d'affaires vers l'exportation -

M. le Président déclare que la Commission n'en peut discuter



au principe de la proposition, qui a été simplement ajournée pour des raisons d'opportunité. Il précise que l'admission temporaire a été imposée à l'Allemagne à l'égard de l'Alsace par le traité de paix. D'une part, l'Alsace produit beaucoup de produits qu'il y avait intérêt à faire entrer en franchise en Allemagne. De l'autre, l'Alsace possède beaucoup d'ateliers de finissage, qui depuis longtemps harcellent des produits allemands. L'obligation imposée de laisser ces produits se terminer en Alsace n'est pas une modification du régime des admissions temporaires.

M. M. Bonclot, Lederlin, Japy, appuient les observations de M. Scheurer.

M. le Président conclut que la question est intéressante et même d'être discutée. M. le Rapporteur général se fait déjà préparer un exposé, ~~mais~~ <sup>et</sup> conclusions. Si l'on estimait que la proposition n'est pas assez étendue, on pourrait l'élargir par voie d'amendement. (Assentiment général).

II M. Donon donne connaissance de son rapport sur le projet<sup>369</sup> tendant à ratifier trois décrets prohibant la sortie et la réexportation de divers produits.

Il fait remarquer que ces décrets ont été soumis à la ratification des Chambres un an après qu'ils ont été pris et alors qu'ils ne sont plus opérants.

M. le Président dit qu'en effet c'est une non-observation de la loi de 1814.







Il serait bon que le fait soit signalé dans le rapport.

Sous le bénéfice de cette observation, le rapport est adopté et la mise à l'ordre du jour en sera demandée.

V M. le Rapporteur général donne lecture de son rapport sur le projet n° 313 de 1920, ratifiant trois décrets interdisant la sortie et la réexportation de divers produits.

Après une observation de M. Tokie sur la sortie du lin et de la filasse en Belgique, le rapport est adopté. La mise à l'ordre du jour en sera demandée.

VI M. le Rapporteur général donne lecture de son rapport sur le projet n° 527 de 1921 ratifiant plusieurs décrets et arrêtés modifiant le tarif douanier del'Inde-Chine, de Madagascar et de la Réunion.

M. Japy estime que la situation de l'industrie française dans ces régions éloignées est si mauvaise, à cause de la hausse des frets, qu'il serait dangereux de supprimer les embargos.

M. le Président fait observer que c'est une simple possibilité, dont le ministre peut ne pas user. Il peut même majorer. M. Japy a donc satisfaction.

Le rapport est adopté. M. le Rapporteur en autorise à la dépose et à en demander la mise à l'ordre du jour.



VII. M. le Rapporteur général donne lecture de son rapport sur le projet n° 563 de 1924 ratifiant le décret du 14 oct. 1919 relatif aux permissions d'exploitation des colonies et pays de protectorat, autres que la Tunisie et le Maroc.

M. le Président explique que la Tunisie et le Maroc en sont exceptés, parce qu'ils ont une législation indépendante et qu'il faut faire intervenir la décision du souverain.

Le rapport est adopté. M. le rapporteur est autorisé à le déposer et à en demander la mise à l'ordre du jour.

La séance est levée à 16h 40

Le Président



Séance du mardi 22 novembre 1921

---

La séance est ouverte à 15 heures, sous la présidence de M. Jean Morel.

Sont présents : MM. Jean Morel, Noël, Fromm, Chapsal, Bouclot, Buhau, Scheurer, Maurice Guerna, les Rolands, Gérard, Courjélongue, Pichon, Lederlin, Japy, Carthier.

**I** M. le Président rappelle que M. Serre a donné sa démission de membre de la Commission des Domaines, parce qu'il a été nommé membre de la Commission des Finances et que, faisant déjà partie de la Commission des Commerce, il ne pouvait appartenir à plus de deux commissions.

M. le Président souhaite la bienvenue à M. Chapsal, qui a été élu en remplacement de M. Serre et dont la grande compétence sera très précieuse à la Commission.

M. Chapsal remercie.

**II** M. le Ministre du Commerce, qui accompagnait MM. Fromet, Directeur de l'Office national de la Propriété Industrielle, et Fighiera, Directeur des affaires commerciales, et M. Maljean, représentant M. le Directeur général des Domaines, empêché, sont présents.



Audition de M. le Ministre du Commerce et  
du représentant de M. le Directeur général des Douanes au  
sujet de la proposition tendant à modifier l'art.  
15 de la loi du 11 janvier 1892, relative à l'établis-  
sement du tarif général des Douanes.

M. le Président retrace le processus de la proposition et les vicissitudes qu'elle a subies. Il rappelle que l'accord s'était établi avant les vacances entre la Commission et le Ministre du Commerce. En présence des nouvelles propositions du Ministre des Finances, il demande au Ministre du Commerce son opinion.

M. Dior, Ministre du Commerce, déclare qu'il est toujours d'accord avec la Commission. Il regrette que le Directeur général des Douanes n'ait pas fait connaître plus tôt ses objections contre les art. 3, 4 et 5. Toutefois il ne fait pas d'opposition aux observations de l'Administration des Douanes, parce qu'il admet que la question ressort plutôt du domaine de la réglementation que de celui de la législation et qu'il est possible qu'une législation en la matière puisse gêner l'Administration des Douanes. Mais sur le principe même posé par les articles, le Ministère du Commerce n'a pas changé de position.

Quant aux amendements de M. Delmès, le Ministre ~~est~~ d'accord avec la Commission et avec le Ministre des Finances pour les repousser. Loin de supprimer l'art. 2, il serait plutôt d'avis de le renforcer et de le compléter par la partie essentielle de la proposition Farjon, réprimant les fausses indications d'origine des marchandises, lorsque, malgré la



Surveillance, elles sont rentrées en France.

M. le Président fait remarquer qu'au point de vue de la procédure parlementaire, la commission des Domaines ne pouvant faire état de la proposition Farjon, que si la Commission du Commerce, qui en est saisie, exprime l'avis qu'elle devrait lui être renvoyée.

M. le Ministre examine les amendements de M. Serre.

M. le Président lui dit que pour l'art. 2. la C<sup>m</sup> a accepté l'amendement.

M. le Président, s'adressant à M. Maljean, après avoir rappelé que l'art. 8 de la loi du 29 mars 1910 n'empêche pas le législateur de prendre toutes dispositions utiles (en réponse à la déclaration du Ministre que la question était plutôt de domaine de réglementation), pose les deux questions suivantes :

1<sup>re</sup> quelles sont les raisons essentielles qui ont déterminé le Directeur général des Domaines à proposer des modifications à la proposition -

2<sup>o</sup> quel est celui des deux textes qui a les préférences de l'administration -

M. Maljean veut d'abord à préciser qu'il n'a jamais eu l'intention de l'administration de contester au législateur le droit d'intervenir. Mais ces questions ressortissant à la réglementation ont été toujours tranchées par décision ministérielle ou interministérielle.

M. le Président reconnaît que le législateur ne s'est pas jusqu'ici préoccupé de ces questions de réglementation,



mais il lui en apparut que pour une matière de cette importance, la question de l'obligation du certificat d'origine devait être réglée par une loi.

M. le Ministre ajoute que tout ce que peut revendiquer et ce que revendique l'administration, c'est de faire varier la réglementation suivant les cas d'espèces. Mais il n'y a pas de limite au pouvoir du législateur.

M. le Président demandant à M. Maljean lequel des deux textes présentés par le Ministre des Finances a les préférences de M. le Directeur général des Douanes, M. Maljean déclare que l'administration des finances ne considère la variante n° 2 que comme un pis-aller. Son projet préféré, c'est celui comportant la suppression des articles 3, 4 et 5. Mais comme elle veut maintenir l'accord avec la C<sup>on</sup> des Douanes et le Parlement, dans le cas où la Commission maintiendrait sa manière de voir, elle proposerait le second texte.

M. Maljean parle des certificats d'origine. Il dit que l'administration <sup>des douanes</sup> n'accepte pas toujours sans contrôle les certificats.

M. le Ministre dit que ce contrôle a été prévu dans les récentes conventions avec la Tchécoslovaquie et avec la Suisse. Mais il faut éviter, qu'en de nombreux trop indiscrets, on n'amène les étrangers à vouloir organiser en France un contrôle semblable.

M. le Président fait remarquer que la formule proposée par la Commission des Douanes du Sénat est beaucoup plus souple que celle de la Chambre. De plus, la Commission a voulu mettre entre les mains du gouvernement



une monnaie d'échange.

M. Maljean ajoute qu'il y a une soupape de sûreté, puisque l'administration peut accorder des dispenses.

M. le Président tient à appeler l'attention de l'administration sur l'intérêt qu'il y aurait pour l'avenir à ce qu'elle prit position tout de suite sur des projets de cette importance, sans obliger le rapporteur à rédiger plusieurs rapports supplémentaires.

M. le rapporteur général passe en revue les divers articles de la proposition.

M. Dronet, Directeur de l'Office national de la Propriété industrielle déclare maintenir l'art. 2.

M. le Ministre, tout en comprenant les raisons de réglementation qui ont poussé l'administration des Finances à demander la suppression des art. 3, 4 et 5, déclare que non seulement ce texte ne le gêne pas, mais qu'il y trouverait même, comme le disait M. le Président, une monnaie d'échange pour les futurs accords.

M. Dronet dit que les articles qui l'intéressent sont l'art. 1 et 2 et aussi l'art. 6 relatif à la répression. Ces art. lui donnent complète satisfaction dans le texte de la commission, avec les modifications apportées par l'amendement de M. Serre concernant « le droit de requête » et l'intervention des syndicats. Le texte pourra être complété par une disposition visant la circulation intérieure, dans le sens de la proposition.



110  
Fayon. On aura ainsi une législation complète en la matière.

M. le Président remercie des déclarations faites sur ce sujet - la commission s'en inspirera pour ses prochaines délibérations.

M. le Président demande au Ministre <sup>la permission</sup> de profiter de sa présence pour lui poser quelques questions sur divers accords commerciaux:

D'abord, quel est le régime en vigueur en ce qui concerne nos relations avec la Tchécoslovaquie.

M. le Ministre. C'est le régime de la convention, mais depuis le moment où celle-ci a été publiée, nous avons dû quadrupler notre tarif général. La Tchécoslovaquie a protesté et les députés de Prague ont refusé de ratifier la convention. Celle-ci va être rompue - Nous négocions à nouveau. Nos importations sont les minimales parce que l'Italie, depuis, leur a offert le régime de la nation la plus favorisée en échange d'avantages, notamment d'un contingentement supérieur au nôtre.

M. le Ministre explique dans quelles conditions la convention a été mise en vigueur.

M. le Président rappelle les termes de la loi du 29 juillet 1919 et demande si le prédécesseur du ministre actuel n'a pas, en mettant toute la convention en vigueur par un simple décret, outrepassé les pouvoirs qui lui tenaient de la loi et qui ne lui donnaient que le droit de prendre un décret pour l'application



des réductions de tarifs, d'un tarif intermédiaire entre le  
taux gas et le tarif minimum.

M. le Président demande ensuite au Ministre si  
le traité de commerce et de navigation du 11 juin  
1911 conclu avec le Japon a été dénoncé en  
même temps que nos accords antérieurs -

M. le Ministre, non prévenu, ne peut donner de  
réponse précise à cette question. Il l'appuiera  
ultérieurement. Il peut dire toutefois, sur cette  
question générale des accords commerciaux, que  
les négociations avec la Pologne sont sur le point  
d'aboutir.

M. le Président : Et en ce qui concerne l'Espagne  
et l'Italie ?

M. le Ministre dit qu'en ce qui concerne l'Espagne,  
on a dû dénoncer une convention que l'Espagne  
ne respectait pas. En outre, des mesures de  
rétorsion sont prêtes : 1<sup>o</sup> si l'Espagne n'abandonne  
pas l'écart compensatoire des changes, un décret  
établira une surtaxe basée sur l'écart entre la  
valeur du franc et celle de la peseta - 2<sup>o</sup> le 11  
décembre, nous n'avons pas satisfaction, non  
seulement c'est le tarif maximum, c'est le  
cas, compensatoire des changes et c'est aussi  
des mesures de rétorsion dans tous les domaines où  
nous aurons le droit de les prendre. Cependant  
un meilleur résultat peut être obtenu à certaines  
conditions et nous consentirons alors à négocier  
à nouveau avec l'Espagne. Des conversations ont



bien à Madrid à ce sujet, sur un ton confiant.

En ce qui concerne l'Italie, la situation est différente. Notre position vis-à-vis de ce pays étant devenue défavorable, nous avons dit : « nous dénonçons les accords, mais comme il ne s'agit pas là d'un geste inamical, nous espérons que cette dénonciation n'ait lieu que lorsqu'un accord nouveau aura pu être établi ». Malheureusement, ajoute le ministre, il s'est trouvé, par suite de circonstances que je ne puis complètement expliquer, que la dénonciation s'est faite alors que M. Barère était à Paris et qu'on ne s'attendait pas en Italie à une dénonciation si rapide. J'ai assuré à M. Bonin-Langre, ambassadeur d'Italie, qu'il ne s'agissait que d'un acte de procédure et que si dans les trois mois prévus l'accord n'avait pu se faire sur une nouvelle convention, on ferait une dénonciation ensemble.

L'atmosphère est excellente. Il y a eu de fréquents contacts entre les techniciens des deux pays, en dehors de l'administration et n'engageant pas celle-ci.

Il serait prématuré de faire quelque chose de définitif. Toutefois le moment semble venu de commencer l'étude de nos nouveaux tarifs douaniers. Nous nous rapprochons de la normale.

M. Bouron attire l'attention du ministre sur les dangers que peuvent présenter les conversations entre industriels. Le plus grave est que ceux-ci ne voient qu'un marchandage entre deux contractants, alors qu'il convient d'envisager l'avantage relatif accordé à une nation par rapport à toutes les autres nations. De plus chaque industriel ne voit que sa partie sans s'inquiéter de l'intérêt général. Il ne faut pas abuser de ces conversations.



M. Duhan cite que de telles négociations sont intéressantes malgré tout, parce qu'elles permettent d'éclairer le gouvernement, sans l'engager. Il cite un heureux résultat obtenu dans des conversations récentes entre industriels français et belges.

M. le Président en cite un autre, relatif aux armes de chasse, produit par des conversations directes entre techniciens français et belges.

M. le Président remercie le ministre, qui se retire, ainsi que les Directeurs.

La séance est levée à 17h.15

Le Président

[ Il a été fait de cette séance  
un compte rendu sténographique ]



Séance du mardi 6 décembre 1921

La séance est ouverte à 15 heures, sous la présidence de M. Jean Morel.

Sont présents: MM. Jean Morel, Nuël, Druetot, Quesnel, Chapsal, Bachelet, Bahin-Cheraye, Chanal, Scheurer, Mascaraud, Japy, Leterlin, Roland, Jonge, Buhan, Delahaye, Bompard.

I M. le Président donne connaissance de la correspondance. Il a reçu aujourd'hui-même le télégramme <sup>de l'homme</sup> suivant: "La Confédération générale des vignerons, d'accord avec toutes les associations viticoles françaises et algériennes, proteste énergiquement contre les prétentions gouvernementales espagnoles tendant à obtenir que dans des conditions en préparation le coefficient actuel de 2,6 applicable aux vins étrangers entrant en France soit ramené à 2 et que le maximum du titre alcoolique des vins étrangers entrant en France sans être soumis au régime de l'alcool soit porté de 12 à 15 degrés. Ces modifications au régime douanier seraient désastreuses pour toute la viticulture française, qui ne s'en pas encore relevée de la dernière crise."

M. le Président ajoute que la Commission ne peut qu'inscrire au procès-verbal la réception de ce télégramme et attendre, car elle n'a pas qualité pour intervenir en ce moment - (assentiment) -



Une pétition des fabricants de margarine, hausserie par M. Boudouart, est remise à M. Quesnel.

Une autre en faveur de la mécanique est remise pour examen à M. Mascaraud.

Une communication de la fédération des syndicats de la Construction mécanique, électrique et métallique de France est remise à M. Noël.

Une autre en faveur des usines de roulements à billes, à M. Noël également.

II. L'ordre du jour appelle la suite de l'examen de la proposition de loi tendant à modifier et à compléter l'art. 15 de la loi du 11 janvier 1892.

M. Noël donne lecture de son projet de rapport. La discussion s'engage sur les articles, en prenant pour base le texte figurant dans le 1<sup>er</sup> rapport supplémentaire de M. Noël.

Sur l'art. 1. M. le Président rappelle qu'il y a un amendement de M. Terre et que le ministre des finances demande la substitution du mot « approuvé » au mot « imprimé ».

M. le rapporteur propose, d'accord avec le gouvernement, d'écarter l'amendement Terre comme étant sans objet, la loi ne tenant pas compte des indications visées.

L'amendement Terre est rejeté.

Sur une observation de M. Chapsal, appuyée par



116  
M. le Président et M. le Rapporteur général et plusieurs membres de la Commission, celle-ci décide de rétablir les mots « ... (sont exclus) ... de la circulation », qui se trouvent dans le texte de l'art. 15 de la loi de 1892 et qui avaient été omis par erreur dans la nouvelle rédaction.

L'art. 1<sup>er</sup>, ainsi modifié, est adopté.

Sur l'art. 2, la commission écarte l'amendement de M. Deloncle, lequel tendait à la suppression de cet article, après explications de M. le rapporteur général, qui expose qu'il s'applique pas aux mêmes marchandises que l'art. 1<sup>er</sup>.

L'amendement de M. Lerre est adopté. Il consiste dans le remplacement des mots : « sont à la diligence de l'administration des Domaines, soit à la requête du ministère public » par : « sont à la requête de l'adm. des Domaines, soit à celle... »

M. le Rapporteur général dit que les intéressés voudraient avoir des explications sur la portée des mots « ou indirectement ».

M. Chapsal explique que cela vise les vignettes, paysages ou attributs, par ex. un paysage de Provence sur une fausse bouteille de Nice ou une vue de Bordeaux sur l'étiquette d'un vin d'autre cru, qui peuvent tromper sur l'origine d'une marchandise, aussi bien qu'une indication précise.

M. le Rapporteur général le signalera dans son rapport.



M. Chapsal propose de substituer à « mention en français » l'expression plus correcte de « mention en langue française » (approbation).

Sur remarque de M. Chapsal et après observations conformes de M. le Président et de M. le Rapporteur général, il est décidé que ce dernier précisera dans son rapport que les mentions « fabriqué en » et « récolté en » sont indiqués comme étant les plus habmelles, mais que l'on peut en employer d'autres équivalents.

L'article 2 est adopté dans le sens de l'amendement de M. Serre et avec la modification proposée par M. Chapsal.

La suite de la discussion est renvoyée à la prochaine séance, pour permettre aux membres de la Commission d'assister à la séance du Sénat et d'entendre M. le Président du Conseil.

La séance est levée à 15h 50

Le Président,



Séance du mardi 13 décembre 1921

La séance est ouverte à 14 h 30, sous la présidence de M. Jean Morel.

Sont présents : MM. Jean Morel, Noël, Brun, Justame Denis, Dohé, Chapal, Japy, Mascaraud, Lederlin.

Excusés : MM. Scheurer, Olichon, Bompart, retenus à d'autres commissions.

M. le Président fait diverses communications.

Il annonce que le gouvernement a déposé sur le Bureau de la Chambre le projet de ratification de la Convention franco-suisse. M. Bompart a accepté de faire une analyse de cette convention.

La Chambre des députés vient d'adopter une proposition tendant à la protection des fleurs coupées (art. 170<sup>bis</sup> du tarif des Douanes). M. Raibetti, qui a déposé la proposition, prie la Commission des Douanes d'insister de leur milieu l'examen de la transmission. M. Donon, qui s'occupe plus spécialement de l'art. en question, sera prié de rapporter la proposition.

M. le Président fait part d'une communication faite par le Chef de cabinet du Directeur général des Douanes au Secrétaire administratif de la Commission : le Directeur général des Douanes serait prêt à entrer dans la



mes de la commission, en ce qui concerne la proposition relative aux brideries, c'est-à-dire à procéder par voie de coefficients, si la commission prend l'initiative d'une proposition de résolution en ce sens. Il a été répondu que la commission avait déjà pris ses conclusions et qu'en tout cas elle attendait une communication officielle. Depuis, M. le Président a rencontré dans les couloirs du Sénat M. le Ministre du Commerce, qui lui a déclaré que la solution du coefficient n'était plus possible, en raison de l'opposition de la Suisse, et qu'il cherchait la solution dans l'application de droits ad valorem.

Enfin, un article de la Tournée Industrielle du 6 déc. annonce que les auteurs de la proposition se déclarent satisfaits par la résolution de la commission des Douanes du Sénat et seraient prêts à retirer leur proposition. C'est, d'ailleurs, ce qu'ils ne peuvent pas faire, celle-ci ayant été votée et transmise au Sénat.

M. le Président a dit au ministre que la commission des Douanes ne pouvait se prononcer sur la situation nouvelle, avant que lui-même ait pris une décision.

M. le Rapporteur général, en présence des grosses difficultés auxquelles le gouvernement a à faire face, estime qu'il ne faut pas se montrer outausageant.

M. Justus Denis pense que s'il faut faire fléchir en principe, on ne doit le faire qu'à bon escient.

M. Chapsal demande qu'eraient données la situation économique actuelle, si trouble et si obscure, le ministre du Commerce soit invité à dresser pour



la commission un Tableau résumé de la situation économique de la France, dans ses rapports avec chaque pays. (approbation générale)

M. le Président transmettra à M. le Ministre du Commerce ce désir de la Commission.

M. Bureau combat le principe des droits ad valorem et expose les difficultés de cette taxation en ce qui concerne les brideries.

M. Japy montre au contraire les avantages qu'il trouve à ce genre de taxation, notamment pour les machines électriques et l'horlogerie.

M. le Président conclut qu'il convient de réserver le fond du débat pour une date ultérieure et de rester pour le moment sur les positions prises.

La séance est levée à 15h. 10.

Le Président



Séance du mardi 20 décembre 1921

La séance est ouverte à 14 h 30, sous la présidence de M. Jean Morel.

Sont présents : MM. Jean Morel, Noël, Mascaraud, Scheurer, Quenel, Plichon, Bonpart, Chanal, Buhan, Rolant, Mumpfellaan -

I. M. le Président donne lecture de la correspondance reçue depuis la précédente réunion :

Lettre du Syndicat des fabricants de produits céramiques de France déclarant la protection contre les importations allemandes absolument insuffisante (renv. à M. Ernaut).

- Lettre de la Fédération des syndicats de l'industrie du liège. (renv. à M. Buhan).

- Lettre de la Chambre de Commerce de Lille en faveur de la prorogation de la loi autorisant le gouvernement à augmenter les droits de douane par décret.

M. le Président dit que le principe de ce renv. correspond aux vœux de la Commission et que celle-ci peut s'y associer.

II M. le Rapporteur général est prié de rapporter le projet adopté par la Chambre pendant le régime de l'admission temporaire aux carottes importées de Hongrie et réexportées, projet sur l'urgence duquel M. Kando a attiré l'attention de M. le Président.



III.

M. le Président croit devoir signaler que la proposition déposée par M. René Juge au sujet des "derogations à apporter au tarif général des douanes en faveur des matières premières et objets d'habillage imputés pour la reconstruction des régions dévastées" pose une question de principe, celle de savoir si elle n'est pas contraire à l'interprétation traditionnelle de l'alinéa de 1891 refusant au Sénat l'initiative des lois financières, sous des lois douanières.

M. Plichon se déclare dès maintenant opposé au fond de la proposition, tandis que M. Scheurer se dit favorable à certains points. Mais il en est suris à toute discussion jusqu'à ce que M. le Rapporteur général ait examiné avec les services compétents, si la proposition est recevable.

IV. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion de la proposition tendant à modifier l'art. 15 de la loi du 11 janvier 1892.

On en était resté, lors d'une précédente réunion, à l'art. 3.

M. le Président rappelle la proposition du Ministre des finances.

M. le Rapporteur général dit qu'on ne peut accepter la disjonction proposée par le ministre des finances. Contrairement à celui-ci, il pense qu'il faut maintenir le certificat d'origine dans la loi. Il propose de se rallier



au texte hausachuel du gouvernement, qui n'y a  
des dépenses.

M. Bompard approuve ce texte, qui est adopté  
et devient le nouvel article 4.

L'art. 4 du projet primitif, devenu inutile, est  
disjoint.

L'art. 5 est disjoint, le directeur général des Mines  
qui en avait demandé l'insertion déclarant maintenant  
qu'il ne présente pas d'intérêt.

M. le Président rappelle qu'ici devant s'insérer  
un art. 5 du projet du gouvernement disant que  
« les dispositions de l'art. 23 de la loi du 16 mai 1853  
sont maintenues ».

M. le V<sup>e</sup> C. Plichon fait remarquer que l'on n'a jamais  
vu le législateur confirmer qu'un article de loi est maintenu.

Sur la proposition de M. le rapporteur général, il est décidé  
que mention en sera faite dans le rapport, sans que  
cette indication soit insérée dans la loi même.

Sur l'art. 6, la commission adopte le texte hausach.  
du gouvernement, qui donne satisfaction aux  
amendements déposés par M. Serre et qui est plus  
clair que le texte primitif. Elle rejette un  
amendement de M. de Lamoignon, inacceptable parce qu'il n'est  
dans une convention qui, étant modifiable, ne peut être  
cité dans un texte de loi. Cet article, conformément à la  
demande du gouv., vient après l'art. 2.



L'art. 7 du projet du gouvernement visant les objets transférés dans les pays tiers est disjoint, pour les mêmes raisons que l'anc. art. 5.

On adopte ensuite, dans le texte du gouvernement, l'art. relatif aux colonies, lequel deviendra l'art. 6,

L'art. 8 est également adopté, sans discussion.

M. le Rapporteur général est prié de préparer un nouveau rapport complémentaire.

M. le Président rappelle que la proposition Tarjan se lie étroitement à celle-ci; mais comme elle concerne le point de vue commercial, elle a été renvoyée à la Commission du Commerce et la Com. des Douanes n'en a pas saisi.

À la demande de M. Roland, M. le Président promet de se concerter avec M. le Président de la Com. de l'Agriculture, pour s'entendre que les deux Commissions se réunissent en même temps.

La séance est levée à 15h30.

Le Président



# Séance du jeudi 29 décembre 1921

La séance est ouverte à 10 heures, sous la présidence de M. Jean Morel.

Sont présents : MM. Jean Morel, Noël, Chapsal, Plichon, Fuesnier, Bonclot, Eugène Chauval, Guemel, Juge, Jallet, Scheurer, Japy.

L'ordre du jour appelle l'examen du projet de loi portant prorogation de la loi du 6 mai 1916 autorisant le gouvernement à modifier les droits de Douane par décret.

Après quelques observations de M. Japy, la Commission se prononce en faveur du principe de ce projet de loi.

Une discussion s'engage au sujet d'un amendement Isaac, accepté par la Chambre et substituant du mot « augmenter », qui se trouvait dans la loi de 1916 le mot « modifier ».

M. le L<sup>c</sup> Plichon estime que cette modification a une grande importance. Autant il est bon, M-il, de donner des armes au gouvernement pour défendre notre production, autant il peut être dangereux de lui permettre une mesure de faiblesse.

M. Chapsal ajoute que le texte qu'on va adopter fait



126  
dire ~~à~~ la loi qu'on proroge autre chose que ce qu'elle  
est réellement. Il y a une inexactitude.

M. le Président dit qu'en effet il eût été plus simple  
de ne pas modifier le texte formel. Mais la nécessité  
s'impose de voter ce projet avant le 30 décembre pour  
qu'il puisse paraître à l'Officiel du 31. On ne peut donc  
songer à le renvoyer devant la Chambre s'il faut l'accepter  
tel quel est. Toutefois, le rapport pourra porter  
l'indication des sentiments de la Commission. Il pourra  
aussi rappeler que le gouvernement doit présenter  
chaque décret à la ratification du Parlement dans le  
délai de deux mois, ce qui n'est pas toujours observé.

M. Chapuis indique qu'il avait envisagé une disposition  
disant que tous les décrets qui n'auront pas été soumis  
à la ratification du Parlement dans le délai voulu  
cesseront d'être en vigueur. Il y renonce, puisque le  
temps fait défaut.

M. le L<sup>c</sup> Plichon en prie de rédiger le rapport, en  
~~concluant~~ concluant à l'adoption du texte de la  
Chambre, sous les réserves dont il vient d'être question.  
Ce rapport pourra être déposé à la séance du lendemain  
matin et la discussion immédiate en sera demandée.

M. Japy rappelle que M. le Ministre du Commerce  
avait promis de consulter les Chambres de Commerce  
avant de modifier les coefficients. Il mentionne que M.  
le rapporteur y fait allusion.

M. le Président lui fait observer qu'il est difficile de tenir  
compte d'une conversation non officielle.



M. Noël fait remarquer que les commissions parlementaires elles-mêmes ne sont pas consultées.

M. le C<sup>t</sup> Plichon conseille à M. Japy de présenter son observation en séance. Le ministre y fera la réponse qu'il croira devoir faire.

La séance est levée à 10h45

Le Président.

---

Don l'année 1921

Le Président

*Y. Marechal*



# S/ C. des Conventions

---

President -	M. Nuel
Secrétaire	M. Louis dant
Membres	mm. Tourm Bompard Delahaye Gallet Bonctot Serre Canthou Roland Damecrou



S/C. D<sup>s</sup> Tarif Fonctions

---

President - M. Lel<sup>le</sup>l<sup>le</sup>. Pichon

Secrétaire - M. Guernel

Membres Mm. Bourm

Japy

Bachelet

Eumant

Babin - Chevalé

Roland

M<sup>re</sup> Guernier

Cardon

Noel

Donon

Chanal

Buictot

Buhen

Mascurand

Serre

Gouge